

MONDE

Le Kuomintang
en visite en Chine

Page B 6



IDÉES

Grande Bibliothèque:
un contentement,
un accomplissement

Page B 5



PERSPECTIVES

Une alliance préélectorale

Tant le PLC que le NPD tireront des avantages
de l'accord conclu cette semaine

L'entente sur le budget conclue entre le gouvernement libéral et le NPD cette semaine n'a pas ralenti la précampagne électorale qui bat son plein. Au contraire, puisque cette alliance de circonstance n'assure pas aux libéraux de rester au pouvoir. Est-ce alors un coup d'épée dans l'eau? Non, c'est justement parce que le scrutin approche que les partis ont signé cet accord. Radiographie d'une alliance.

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Les tractations entre le NPD et le gouvernement libéral minoritaire de Paul Martin pour ficeler une entente sur le budget n'ont pas commencé en fin de semaine dernière, contrairement à ce qui a été véhiculé. Il faut remonter une autre semaine en arrière, soit le dimanche 17 avril, pour suivre le cours des événements qui ont mené à l'alliance circonstancielle entre les deux partis. Et c'est presque un hasard qui a conduit le PLC et le NPD jusqu'à cet accord.

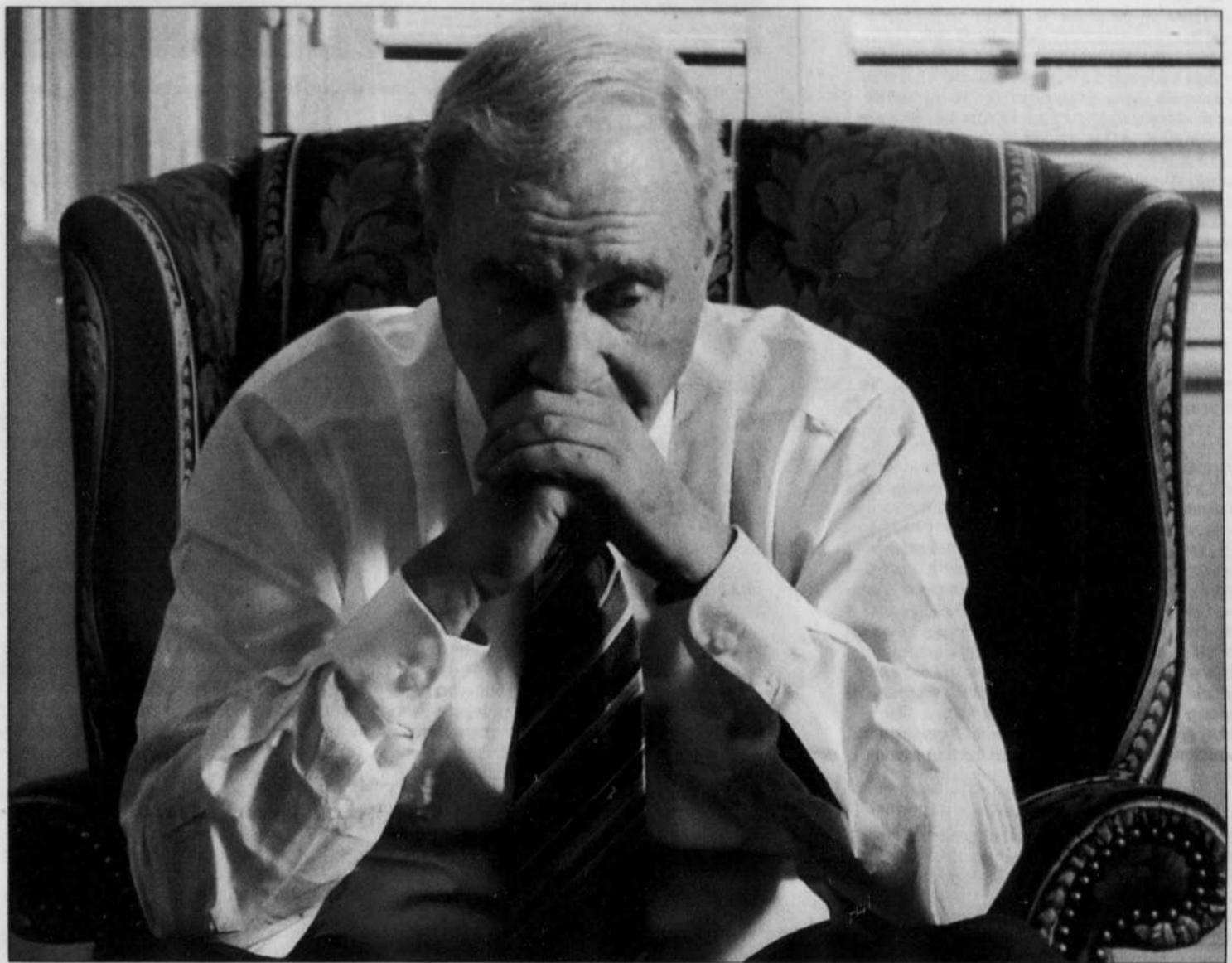
En ce magnifique dimanche ensoleillé, les rayons percent les hublots de l'avion qui ramène le chef du NPD, Jack Layton, et son vétéran député, Ed Broadbent, de Toronto à Ottawa. La Chambre siège et ils doivent être au poste dès le lendemain. Quelques bancs plus loin, le leader en Chambre des libéraux, Tony Valeri, fait de même. Pour tuer le temps, Jack Layton et Ed Broadbent se lèvent et vont discuter avec Tony Valeri.

La conversation s'engage et le chef du NPD déplore que les libéraux n'agissent pas comme en 1972, lors du dernier gouvernement minoritaire du PLC piloté par Pierre Elliott Trudeau. A cette occasion, l'alliance NPD-PLC avait permis aux néo-démocrates de faire plusieurs gains pendant que le PLC se maintenait au pouvoir presque deux ans. Ed Broadbent sourit et abonde dans ce sens, lui qui peut en témoigner pour l'avoir vécu. Il en était alors à son deuxième mandat comme député. Les trois hommes débarquent de l'avion et la conversation ne va pas plus loin.

Mais, manifestement, l'ouverture du NPD à une plus grande coopération n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd. Les libéraux sont alors en déroute partout au pays. Les sondages témoignent d'une descente en enfer qui a fait basculer la part du lion des intentions de vote en faveur des conservateurs, et ce, même en Ontario, terrain névralgique qui décidera de la couleur du prochain gouvernement.

L'idée d'utiliser les réseaux de télévision pour frapper un grand coup et secouer l'opinion publique germe déjà dans la tête des stratèges libéraux. Mais il faudra plus qu'une grande tournée des médias pour sauver la peau de ce gouvernement, qui vit littéralement sur du temps emprunté depuis que les conservateurs ont flairé l'odeur du sang et se sont mis en mode attaque.

Lundi soir, 18 avril, le téléphone sonne au bureau de Jack Layton. C'est le premier ministre. Soudain, l'idée d'accorder certaines faveurs au NPD semble plus acceptable aux libéraux, qui avaient pourtant refusé de discuter avec les partis d'opposition avant le dépôt du budget de fé-



Le premier ministre Paul Martin s'est donné des munitions électorales grâce à l'entente conclue avec le NPD.

JIM YOUNG REUTERS

Une
campagne
électorale
printanière
semble
maintenant
inévitabile

vrier dernier. Le PLC avait alors bâti un budget que les conservateurs ne pouvaient balayer du revers de la main, tellement les sommes investies en défense et dans les baisses d'impôt aux entreprises étaient importantes.

Cette volte-face réjouit le NPD, qui a, il faut le dire, plus de poids en Chambre depuis que deux députés ont quitté les rangs du PLC pour siéger comme indépendants et qu'un député libéral est décédé. Paul Martin fait ses calculs. Il voit bien que la situation s'est resserrée avec, d'un côté des Communes, 153 députés pour le Bloc québécois et le Parti conservateur et, de l'autre, 150 députés s'il s'attire les faveurs du NPD. Reste trois indépendants avec la balance du pouvoir: Carolyn Parrish, Chuck Cadman et David Kilgour. La partie est jouable.

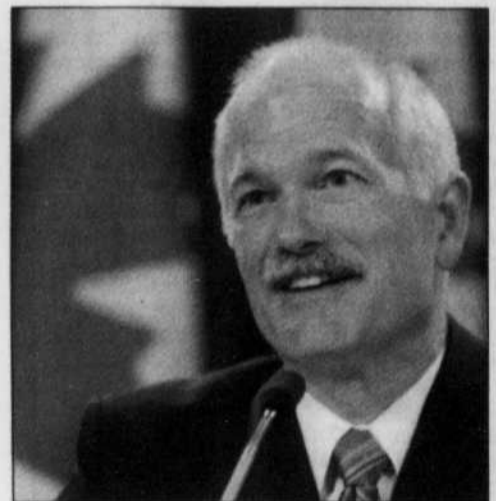
L'adresse à la nation de Paul Martin, le jeudi 21 avril, donne l'occasion à Jack Layton de montrer au pays ses intentions: changez ce «mauvais budget» pour un «bon budget» et nous serons avec vous, lance le chef du NPD à l'intention du premier ministre.

Les événements s'enchaînent alors à une vitesse fulgurante, puisque le discours à la nation de Paul Martin pique au vif le Bloc et les conser-

vateurs, ce qui marque le véritable début de la précampagne électorale. Lors d'un entretien avec *Le Devoir* jeudi soir, Jack Layton, qui sillonnait l'Ontario après un bref passage à Halifax, confirme toutes ces étapes. «Mais la vraie négociation a commencé dimanche soir, alors qu'on a fait une proposition», dit-il au bout du fil. Le premier ministre savait à ce moment-là que Harper n'appuierait pas plus longtemps le budget. Il avait intérêt à nous parler.»

Mais rapidement, deux demandes du NPD sont démolies par les libéraux: d'accord pour augmenter substantiellement les dépenses de toutes sortes, mais pas question de toucher à l'assurance-emploi et à l'accord de l'Atlantique sur les revenus pétroliers extracôtiers. Cet accord restera attaché à la loi sur le budget, pas question de le séparer, comme le NPD et les conservateurs le réclament depuis des semaines. «La porte était complètement fermée dans les deux cas, il n'y avait aucune ouverture», raconte Jack Layton.

Deux jours plus tard, les libéraux acceptent intégralement la proposition du NPD, à une exception près: les baisses d'impôt pour les petites et moyennes entreprises ne bougeront pas du budget. C'est donc 4,6 milliards de dollars sur deux ans que le NPD soutire au gouvernement. Plus de la moitié du montant ira au logement



CHRIS WATTIE REUTERS

Jack Layton avait tout avantage à s'entendre avec les libéraux.

abordable et à l'éducation post-secondaire, alors que l'environnement récolte un milliard supplémentaire et l'aide internationale, 500 millions.

VOIR PAGE B 3: ACCORD

Le prochain secrétaire général de l'ONU

Qui succédera à Kofi Annan?

Louise Arbour a toutes les qualités requises,
mais elle devra peut-être passer son tour

GUY TAILLEFER

La Montréalaise Louise Arbour, prochain secrétaire général de l'ONU et première femme dans l'histoire à occuper ce poste? Ce serait surprenant. Une entrevue réalisée récemment par *Le Monde* à la résidence genevoise de Mme Arbour, actuelle haute-commissaire onusienne aux droits de l'homme, en évoquait pourtant la possibilité: «Vivre à New York n'est pas exclu pour elle, avançait la journaliste, puisque l'arrivée d'une femme au secrétariat général des Nations unies, après le départ de Kofi Annan, est une hypothèse qui circule dans les milieux diplomatiques.» Un coup de fil passé cette semaine au bureau de Genève de la diplomate pour en sonder la teneur est demeuré sans écho.

Stupéfiante femme d'action, Mme Arbour ne manque pas d'envergure et d'indépendance

d'esprit. C'est elle qui, en 1999, au milieu de la guerre du Kosovo, avait eu l'audace, comme procureure du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, d'inculper l'ancien président serbe Slobodan Milosevic de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre.

«Louise Arbour est éminemment capable, dotée d'une crédibilité remarquable et d'habiletés humaines peu communes», affirme Jacques Frémont, professeur de droit à l'Université de Montréal. Il la connaît depuis une trentaine d'années. «Ce serait splendide comme nomination», dit-il, si tant est qu'elle cultive de telles ambitions.

D'autres noms circulent ou ont circulé pour succéder à M. Annan, dont le second mandat non renouvelable de cinq ans prend fin le 31 décembre 2006. Celui de l'ex-président américain Bill Clinton, par exemple, fait rêver aux États-Unis, signale au *Devoir* la correspondante de

longue date de NBC à l'ONU, Linda Fasulo, auteur de *An Insider's Guide to the UN*. Le Brésilien Sergio Vieira de Mello (auquel Mme Arbour a succédé en juin 2004 au Haut-Commissariat aux droits de l'homme après son passage à la Cour suprême du Canada) fut aussi candidat putatif avant d'être tué avec 21 autres de ses collègues à Bagdad dans l'attentat du 19 août 2003. «À l'époque, tout le monde le voyait comme le secrétaire général idéal», nous disait cette semaine un diplomate onusien qui tient à l'anonymat.

D'autres candidatures potentielles flottent ici et là: celle de l'ancien chef du gouvernement espagnol, José María Aznar, dont les ambitions internationales seraient cependant hypothéquées par son insuffisante maîtrise des langues étrangères; celle de l'actuel secrétaire général adjoint

VOIR PAGE B 2: ONU



AGENCE FRANCE-PRESSE

Louise Arbour

PERSPECTIVES



Jean Dion

Qui l'eût cru?

En réponse à un sondage, un citoyen a déclaré cette semaine qu'il votera OUI lors du prochain référendum sur la souveraineté du Québec et qu'il tient mordicus à ce qu'une victoire du OUI fasse en sorte que le Québec continue de faire partie du Canada.

«Il y a une loi sur la clarté, mais elle porte sur la clarté de la question, pas sur la clarté de la réponse. Je pense donc que nous avons tout à fait le droit, comme collectivité, de continuer de faire nos smattes et de niaiser le reste du Canada pendant un sapré bout de temps», a déclaré le citoyen, qui déplore par ailleurs que le bulletin de vote ne comporte pas de case-réponse «ça dépend» ni «pouvez-vous répéter?».

Invité à expliquer comment le Québec pourrait être en même temps à l'extérieur et à l'intérieur du Canada, le citoyen a évoqué quelques situations similaires de par le monde. «On entend sans arrêt parler de la construction de l'Europe. Or regardez-moi un peu la Suisse. La Suisse est en Europe; pourtant, elle ne fait pas partie de l'Europe. Le district de Columbia fait partie des États-Unis sans même être un État. Et puis, l'autre soir, j'ai soupé avec un ami qui traverse une mauvaise passe, et il était là mais il n'était pas vraiment là. Je vous le dis, il y a mille façons de taponner. Le Québec peut devenir un modèle d'ambiguïté pour tous les partisans du branlage dans le manche», a-t-il dit.

Le citoyen préférerait toutefois qu'il n'y ait pas de référendum afin que la question ne soit pas réglée. Il veut aussi que les libéraux fédéraux soient dégoûtés mais qu'il n'y ait pas d'élections.

Il a ajouté qu'une foule impressionnante de Québécois sont d'accord avec lui et qu'il fondera sous peu un mouvement destiné à les représenter. «Il sera possible d'en être simultanément membre et non-membre, et, lors de votes sur des résolutions, le combo appui-rejet-abstention sera autorisé», a-t-il noté.

Le slogan du mouvement est déjà connu. Ce sera: «Le beurre, l'argent du beurre et la couleur de la margarine».

À l'occasion d'un dîner-bénéfice, l'organisateur a dit que le conférencier invité n'avait pas besoin de présentation, puis il a passé les trois minutes suivantes à le présenter.

«Notre invité d'honneur n'a pas besoin de présentation. Il est un ami de toujours de notre organisme et son travail auprès de la communauté n'est plus un secret pour personne. Comme vous le savez, il a participé à une foule de projets dans le milieu et il a été membre de la table de concertation. Il est de notoriété publique qu'il est l'un des contributeurs principaux au développement de notre secteur», a déclaré l'organisateur avant d'éplucher presque au complet le curriculum vitae du conférencier.

«Je serai bref», a pour sa part annoncé ce dernier en commençant son allocution, qui a duré une heure et quart.

La seule personne qui n'était pas au courant de la sortie du film *Le Survivant* a été identifiée hier au terme d'une enquête minutieuse. Il s'agit d'un gars extrêmement distrait.

«Non seulement je suis constamment dans la lune, j'ai aussi passé les six derniers mois sur la planète Mars. Ceci explique sans doute cela», a fait savoir le gars, le dernier humain à ne pas avoir été soumis aux 4232 panneaux-réclames du film disposés dans le métro, aux 515 annonces quotidiennes à la télé et aux 3065 à la radio, aux pubs dans les journaux, aux milliers de critiques et de commentaires dans les médias, aux entrevues, aux parents, aux amis et aux voisins qui disent tous va voir ça c'est boooooon ah oui encore ah oui.

«Vous dire, je suis tellement out que je n'ai pas encore entendu la magnifique chanson-thème interprétée par Sylvain Cossette», a expliqué le gars. «Et je ne sais même pas si on écrit "Verreault" ou "Verrault"».

L'énorme succès du *Survivant* a par ailleurs mené à la réalisation d'un autre film, intitulé *L'Intervenant*. Le long métrage raconte l'histoire d'un aidant (naturel) qui débarque de ben des places et bouleverse la vie d'un apprenant, d'un consultant, d'un battant et d'un militant en leur enseignant les dangers d'une utilisation excessive du participe présent substantivé.

Le nouvel avion A380 d'Airbus, dont le vol inaugural a eu lieu cette semaine en France, pourra accueillir jusqu'à 800 passagers. Cependant, contrairement à ce qu'a déduit un peu trop vite le public, il n'est pas plus gros que les appareils existants.

«Il est de la même taille que les autres. Les penseurs de l'industrie se sont simplement dit qu'au point où on en est, on peut bien caser 300 personnes de plus dans le même espace», a déclaré un dirigeant de l'aviation civile qui s'en fout puisqu'il voyage toujours en première classe.

Selon les données recueillies, les passagers de l'A380 seront donc deux fois plus tassés, l'embarquement durera deux fois plus longtemps, la file aux toilettes sera deux fois plus longue et les petits légumes vapeur qui accompagnent le poulet en plastique seront deux fois plus pas assez cuits.

«Je pense que ce n'est pas trop demander pour avoir une industrie du transport aérien en bonne santé financière», a dit le dirigeant. «Ceux qui ne sont pas contents n'ont qu'à utiliser Jetsgo.»

Aussitôt après avoir conclu une entente stratégique visant à sauver temporairement le gouvernement libéral, Paul Martin et Jack Layton ont expliqué publiquement que, finalement, il y a une entente, mais pas tant que ça. En fait, on pourrait même dire qu'il n'y en a pas. Du moins, pas vraiment. Ou très peu. A se demander s'il vaut la peine d'en parler.

«J'ai l'air, comme ça, de pactiser avec le pouvoir et les forces de l'ombre et de la corruption», a déclaré M. Layton. Mais je peux vous assurer que, sur la scène fédérale, le NPD n'a jamais été proche du pouvoir et n'a jamais eu l'intention de l'être, et ce n'est pas aujourd'hui qu'on va commencer.»

De son côté, M. Martin a dit: «J'ai l'air, comme ça, de pactiser avec le socialisme. Mais je peux vous assurer qu'avec toutes les grosses compagnies qui financent le Parti libéral, une telle alliance ne pourrait pas durer plus de 30 secondes, que ce soit avant ou après le dépôt du rapport du juge Gomery. Aussi dirais-je que cette pseudo-entente est, pour moi, une espèce de pavillon de complaisance. Tsé veux dire.»

Stephen Harper et Gilles Duceppe ont pour leur part condamné la minimisation de l'entente par ses deux protagonistes puisque ça ne leur faisait plus rien à condamner.

jdion@ledevoir.com



Les quatre tours de verre en forme de livres de la TGB se dressent sur la rive gauche de la Seine.

AGENCE FRANCE-PRESSE

L'éléphant enfin apprivoisé

Après dix ans de péripéties, personne ne pourrait plus se passer de la TGB française

CHRISTIAN RIOUX

Paris — La grandeur est une maladie française, on le sait. C'est pourquoi le Louvre est devenu le Grand Louvre et les trains rapides sont appelés TGV. Pour loger les 11 millions de titres de la Bibliothèque nationale de France, il ne pouvait donc y avoir rien de moins qu'une Très Grande Bibliothèque (TGB). Parions que si l'édifice de verre qui s'élève à l'angle des rue Berri et de Maison-neuve, à Montréal, se nomme aujourd'hui Grande Bibliothèque, c'est un petit peu à cause de sa grande sœur qui, elle a déjà dix ans.

On a tout dit sur les malheurs et les coûts astronomiques de cette TGB dont les quatre tours de verre en forme de livres se dressent sur la rive gauche de la Seine. Tout, sinon que, dix ans après son inauguration, le site François-Mitterrand de la Bibliothèque nationale de France a finalement atteint sa vitesse de croisière et qu'on se demande maintenant parfois ce qu'on ferait sans lui. Lorsque le lecteur descend les grands escaliers mobiles qui le mènent au somptueux cloître moderne conçu par l'architecte Dominique Perrault, il oublie presque combien cet ouvrage a été sujet à controverse.

Une bibliothèque d'un type nouveau

Il y avait longtemps que la Bibliothèque nationale de la rue de Richelieu ne savait plus où mettre les 100 000 nouveaux livres qui lui arrivaient chaque année. Certains jours, on faisait la queue pendant des heures pour occuper une des 360 places de l'édifice Richelieu.

C'est François Mitterrand, réélu en 1988, qui annonce la création de la nouvelle bibliothèque. Cependant, comme les Français ne font rien comme les autres, il annonce la création d'une «très grande bibliothèque d'un type entièrement nouveau». Les mots sont lâchés. Il faudra sept ans de péripéties pour tenter de découvrir ce qu'il avait en tête.

«Dans toute ville, je me sens empereur ou architecte», écrivait François Mitterrand en 1972. Il fallait être un peu les deux pour édifier la TGB. Celle-ci sera le dernier des grands travaux que le président socialiste aura entrepris dans la capitale: le Grand Louvre, l'Opéra Bastille, l'Arche de la Défense, la Cité de la musique. Elle en sera aussi le couronnement. Reprenant les mots que lui souffle son conseiller Jacques Attali, François Mitterrand ne veut rien de moins que «la plus grande et la plus moderne des bibliothèques du monde».

Sur les quatre projets finalement retenus

par le concours international, c'est Mitterrand lui-même qui choisira le cloître dressé autour d'un jardin de 12 000 m² proposé par Dominique Perrault. L'ennui, c'est que le jury international ne comprenait pas un seul spécialiste des bibliothèques. La TGB ne cessera d'en payer le prix.

Tout le monde sait que pour rapprocher le lecteur des livres, il est plus pratique de mettre les livres au centre ou en sous-sol. Qu'importe, on les mettra autour et dans les airs, soit dans quatre grandes tours de verre. Qu'on se le dise, cette bibliothèque sera d'abord un temple élevé à la lecture. Les techniciens n'auront qu'à se débrouiller avec les problèmes.

Le premier, c'est la distance. Malgré un système de rails qui fait quelques centaines de kilomètres, il sera impossible de réduire le temps de livraison d'un livre à moins de 30 minutes. Comme le président âgé est pressé de rendre son choix irréversible, il fait accélérer les travaux, en exclut les responsables de la vieille Bibliothèque nationale, impose son contenu à ceux qui s'intéressent au contenu (les bibliothécaires) et donne la direction du nouvel établissement à Dominique Jamet, un journaliste.

Autre grand problème consiste à savoir ce qu'est une bibliothèque «de type nouveau». Certains, comme Jacques Attali, pressentent le rôle que jouera bientôt Internet. Mais la réalisation de cet immense projet interdit de consacrer plus qu'une infime partie du budget à la numérisation des livres. C'est néanmoins déjà plus que dans la plupart des grandes bibliothèques nationales.

On a parlé de coûts astronomiques. Ils le sont: 1,7 milliard de dollars. Mais le budget n'a été dépassé que de 8 %, selon l'ancien directeur de la BNF, François Stasse (*La Véritable Histoire de la Grande Bibliothèque*, Seuil). Le problème, c'est qu'en cours de route, on modifie presque complètement le projet. Au lieu de ne contenir que les livres publiés après 1945, l'édifice accueillera tout le fonds de la Bibliothèque nationale.

Les tours conçues pour quatre millions de livres en contiennent aujourd'hui 11 millions. C'est ainsi que disparaîtra le hall d'entrée qui devait s'ouvrir sur la Seine. Le stockage des livres dans des tours sujettes aux intempéries oblige à créer une climatisation complexe et onéreuse qui traite 2,6 millions de mètres cubes d'air par heure. La révolutionnaire qui devait filtrer la «mauvaise lumière» n'a jamais été mis au point. Voilà pourquoi il a fallu doubler la façade en verre de panneaux de bois, qui se fissurent d'ailleurs à la chaleur.

Les mauvaises nouvelles ne font que commencer. Le système informatique, une «cathédrale informatique» entièrement intégrée, devait fonctionner dès l'ouverture. Il faudra deux ans pour en achever la mise au point. En découvrant les espaces obscurs et restreints où on les avait confinés, les employés se mettront en grève.

Sans oublier quelques portes vitrées qui explosent, quelques plafonds qui s'effondrent et des escaliers d'accès glissants en bois d'ipé, cela donne une idée des milliers de petits problèmes qui ont surgi de ce seul défaut de conception: avoir imaginé le contenant avant le contenu.

Et pourtant...

Comme cela arrive souvent, ces accidents de parcours ont donné lieu à des rumeurs folles. À force de dépeindre la bibliothèque comme un musée des horreurs, on a raconté que l'eau s'infiltrait dans les sous-sols, que les murs s'effondraient, que les livres y séchaient et que les risques d'incendie étaient élevés. Ces rumeurs ont beau avoir été démenties cent fois, elles sont tenaces.

Et pourtant, cette bibliothèque est belle et d'une élégance rare. On n'en connaît pas beaucoup d'autour plus impressionnantes. Ses déambulatoires autour du jardin de pins géants n'ont d'égal nulle part ailleurs. Le luxe de ses salles de lecture, ouvertes à tous, est renversant, et son cloître a décidément quelque chose de magique.

Sans compter qu'on y trouve tout le patrimoine de la francophonie: 11 millions de titres, dont 600 000 en accès libre. Le catalogue en ligne est une merveille. Le nombre de titres numérisés par la BNF (80 000 ouvrages) est certes beaucoup trop petit, mais il dépasse de loin ce qu'offrent toujours la plupart des grandes bibliothèques du monde.

Et puis, ce quartier autrefois désert est véritablement en train de prendre vie. Des milliers de logements ont été construits. Il accueillera bientôt un complexe de salles de cinéma, un palais de justice, un jardin de 1,5 hectare et l'Université Paris VII. Déjà, les jours ensoleillés, l'esplanade est couverte de jeunes. Une passerelle permettra bientôt de traverser la Seine. On parle déjà du «nouveau quartier latin» qui, dans un an, accueillera 20 000 étudiants.

Qui se souvient des problèmes de construction de la tour Eiffel ou de l'arc de Triomphe? La plupart des critiques de la TGB avaient oublié que Paris se donnait avec elle un monument qu'on visitera encore dans 300 ans. Tout cela pour la moitié du prix d'un sous-marin nucléaire!

ONU

SUITE DE LA PAGE B 1

chargé de l'information, Shashi Tharoor, brillant écrivain et intellectuel indien; celle, enfin, d'une autre Québécoise, Louise Fréchette, nommée en 1998 à la fonction nouvellement créée de vice-secrétaire général de l'ONU.

Rien n'est jamais exclu, prend soin de dire Mme Fasulo, mais il reste concrètement que toutes ces hypothèses sont pour l'instant de l'ordre de l'affabulation compte tenu du fait que le choix d'un secrétaire général obéit à une règle informelle, mais néanmoins fondamentale, de rotation géographique. Or, selon cette règle, voici venu le tour de l'Asie de prendre la tête de l'ONU, après l'Europe dans les années 70 (l'Autrichien Kurt Waldheim), l'Amérique latine dans les années 80 (le Péruvien Javier Pérez de Cuéllar) et l'Afrique au cours des 15 dernières années (Boutros Boutros-Ghali et Kofi Annan). Le seul Asiatique à avoir été secrétaire général fut le Birman U Thant, dans les années 60. «La rotation géographique, c'est la règle numéro un, nous dit une source onusienne. Et il y a un bon bout de temps que tout le monde s'est entendu pour dire que c'est le tour de l'Asie.»

Le secrétaire général est élu à la recommandation du Conseil de sécurité, qui reçoit préalablement la candidature à propos de laquelle les pays membres de la région

concernée se sont entendus. À partir du moment où le Conseil de sécurité dégage un consensus, la candidature est envoyée à l'Assemblée générale, qui l'entérine sans débat. C'est une opération secrète, sans procédures électorales, tenue à huis clos et entre diplomates, où le fin mot de l'histoire appartient aux cinq membres permanents du Conseil, armés de leur droit de veto. Étonnante façon de choisir le diplomate en chef de la communauté internationale.

Aussi, le Sri Lanka fait apparemment mousser une candidature. Mais le choix du jour dans le monde asiatique serait à l'heure actuelle un Thaïlandais, Surakiart Sathirathai, 46 ans, ancien ministre des Affaires étrangères et actuel vice-premier ministre de son pays. Sa candidature a été entérinée par l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est, qui comprend évidemment l'incontournable Chine, membre permanent du Conseil de sécurité, sans laquelle rien ne peut se décider.

Si bien que l'élection d'un non-Asiatique est «presque impossible» et «constituerait une énorme surprise», nous a-t-on affirmé à droite et à gauche. «Mme Arbour est une bonne candidate, mais elle est du mauvais continent», résume Mme Fasulo. Et même si elle était en lice, souligne M. Frémont, «les Américains la craindraient, compte tenu du fait qu'elle est très identifiée au développement

d'une justice pénale internationale dont ils se méfient profondément».

Encore que la «campagne» ne fait que commencer. Il reste encore vingt mois avant la fin du mandat de M. Annan. Et le choix d'un nouveau secrétaire général «est toujours une décision de dernière minute», affirme Jocelyn Coulon, chercheur au CERIU, le Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal. En l'occurrence, la décision ne sera pas prise avant novembre 2006. «C'est une démarche éminemment politique, fondée sur des questions de personnalité», dit Mme Fasulo. Le choix se fait en grande partie en fonction des événements du moment. Qu'est-ce qui sera en train de se passer dans le monde à ce moment-là? Quels feux faudra-t-il aller éteindre?

On ne peut guère conjecturer que sur la lointaine possibilité qu'une candidature asiatique donne lieu à un blocage au Conseil de sécurité. On peut aussi imaginer que les dossiers asiatiques (la question nord-coréenne, le débat sur le siège permanent que souhaite obtenir le Japon dans un futur Conseil réformé...) créent des tensions au point de faire capoter dans la région la recherche d'un candidat de consensus. «Alors seulement, affirme-t-on de source diplomatique, le jeu pourrait-il s'ouvrir.»

Le Devoir

PERSPECTIVES

Appui éphémère
ou vague de fond?

La récente poussée de la souveraineté peut révéler une tendance profonde en raison de la plus grande homogénéité des appuis dans les différents groupes d'âges

ROBERT DUTRISAC

Québec — Le fait que les révélations de la commission Gomery, et tout particulièrement l'odieux témoignage de Jean Brault sur les enveloppes brunes remplies de fric qui ont abouti dans les mains d'organismes libéraux, ont eu un effet dopant sur l'appui à la souveraineté du Québec n'aurait rien de surprenant. C'est le contraire qui serait étonnant.

Le sondage Léger Marketing-Le Devoir-The Globe and Mail publié cette semaine place l'appui à la souveraineté-partenariat à 54 % et suggère que le scandale des commandites, dans lequel le Parti libéral du Canada est impliqué, entache l'option fédéraliste, favorisant ainsi la souveraineté. Le fait que l'appui à la souveraineté a dépassé la barre fatidique des 50 % depuis le début de l'année, certains sondages internes de partis politiques au Québec le montrent aussi.

D'ailleurs, un sondage CROP commandé par le Centre de recherche et d'information sur le Canada (CRIC), un organe du Conseil de l'unité canadienne, montrait qu'en octobre 2004, l'appui à la souveraineté atteignait déjà les 49 %. Or, depuis, les sondages subséquents de CROP ont montré que l'appui à la souveraineté se tassait: 43 % en novembre et 45 % en décembre 2004, 46 % en janvier, 45 % en février et 45 % en mars derniers, a révélé Maurice Pinard, chercheur au CRIC et professeur à l'université McGill. Enfin, le dernier CROP d'avril, publié dans *La Presse* jeudi, donnait la souveraineté à 47 %.

Les sondages CROP suggèrent donc que les audiences de la commission Gomery à Montréal n'auraient eu qu'un effet mineur sur l'électorat.

Pour Réjean Pelletier, politologue à l'Université Laval, le scandale des commandites a certainement eu un effet sur l'opinion publique. Il a favorisé l'option souverainiste, et ce, avant même le début des audiences de la commission Gomery. M. Pelletier rappelle que lors des élections fédérales de juin dernier, les effluves de ce scandale avaient soufflé dans les voiles du Bloc québécois, qui a rallié 54 sièges. Le scandale des commandites a provoqué dans la population «un sentiment non seulement antilibéral mais aussi antifédéraliste», estime le politologue.

Dans son analyse des tendances au Québec parue dans *Portraits du Canada 2004*, une publication du CRIC, Maurice Pinard relève que l'appui à la souveraineté, après un sommet à 66 % en 1992 à la suite de l'échec de l'accord du Lac-Meech, a connu un déclin constant jusqu'en 2001. À compter de cette année-là, l'option souverainiste n'a cessé de faire des gains: un point de pourcentage en 2002 (à 41 %), trois en 2003 (à 44 %) et, surtout, cinq en 2004 (à 49 %). «C'est comme si, pour certains sympathisants, la fatigue constitutionnelle de l'après-référendum n'était plus aussi grande», écrit-il.

M. Pinard souligne que le Parti québécois, quand il est au pouvoir, éprouve des difficultés à générer de nouveaux appuis souverainistes, surtout quand il en est à son deuxième mandat et que l'insatisfaction à son endroit est élevée. C'est un des facteurs du déclin de l'option entre 1998 et 2001.

Inversement, c'est lorsque le Parti libéral est au pouvoir, surtout quand les électeurs sont insatisfaits du gouvernement, «que les appuis à l'indépendance augmentent le plus», note M. Pinard. Il explique aussi que «l'éventualité d'un nouveau référendum est alors moins immédiate et suscite moins d'appréhensions».

Dans son analyse, M. Pinard documente les changements de l'appui au OUI au sein des divers groupes d'âges. Ainsi, en 1995, 33 % des personnes de 55 ans et plus étaient favorables à la souveraineté. En 2004, elles comptaient pour 38 % des appuis. En 2004, les 35-54 ans appuyaient le OUI à 50 %, contre 57 % en 1995, et 53



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Lorsque le Parti libéral est au pouvoir, les appuis à l'indépendance augmentent.

% des 18-34 ans faisaient de même, contre 58 % en 1995. «C'est qu'on compte de plus en plus de personnes âgées qui furent parmi les premiers supporters de ce mouvement, il y a une quarantaine d'années», signale-t-il. M. Pinard n'est pas sans relever que les gains récents du OUI sont «davantage le résultat des choix des plus âgés que de l'engouement habituel des plus jeunes».

La progression de l'option souverainiste va-t-elle continuer? Maurice Pinard croit que non puisqu'elle s'explique en bonne partie par le passage du PQ à l'opposition et par l'impopularité du gouvernement Charest. Mais le chercheur n'est pas catégorique. Cette récente poussée «peut aussi révéler une tendance à plus long terme» en raison de la plus grande homogénéité des appuis dans les différents groupes d'âges.

Dans les rangs souverainistes, à commencer par le chef péquiste Bernard Landry, on avance la thèse des «plateaux» que les appuis à la souveraineté atteignent pour passer ensuite à un autre plateau, plus élevé celui-là. Ce plateau était de 40 % en 1980, 50 % en 1995 et plus de 50 % aujourd'hui, a soutenu M. Landry. Au PQ, on croit que le scandale des commandites représente beaucoup plus qu'une affaire de corruption aux yeux des Québécois, qui apprennent comment les fédéralistes ont violé les règles lors du référendum de 1995 et comment, encore aujourd'hui, ils se servent de l'argent pour les bernier. Un peu comme l'échec de Meech, mais de façon moins marquée toutefois, ce scandale pourrait avoir un effet durable sur les appuis au OUI, croit-on.

«Indépendamment des plateaux, il y a des hauts et des bas», fait valoir Réjean Pelletier,

rappelant le sommet de 1992 et la descente qui s'est faite par la suite. Le politologue estime que l'option souverainiste peut compter sur un bloc solide situé entre 42 et 45 % et que, au-delà de ce seuil, «l'électorat est volatil».

On ne peut pas non plus ignorer l'ambivalence des Québécois face à la souveraineté et à leur appartenance au Canada. Le dernier sondage Léger Marketing montre que 56 % des souverainistes souhaitent que le Québec continue de faire partie du Canada. Dans les sondages commandés par le CRIC, cette proportion s'élevait à 34 % en 2004. En outre, les versions plus «dures» de l'option, comme l'indépendance complète, recueillent l'aval de tiers des Québécois seulement, selon le CRIC. La souveraineté, même si elle est préférable au statu quo, serait une solution de dernier recours, affirme le sondeur Jean-Marc Léger.

Enfin, le dernier sondage Léger Marketing montre que l'appui à la souveraineté-partenariat est stable chez les francophones (60 %), soit au même niveau qu'en 1995. C'est chez les allophones que la croissance des appuis au OUI se serait accrue: ils seraient 32 % à choisir cette option. L'expérience de 1995 montre que les penchants souverainistes de certains allophones ne se matérialisent souvent pas le jour du référendum. Les succès du Bloc québécois dans certains comtés montréalais où la proportion d'électeurs allophones est importante s'expliquent en grande partie par le fait qu'ils ne sont pas allés voter. La victoire-surprise de la candidate péquiste Elsie Lefebvre lors de l'élection partielle dans Laurier-Dorion s'explique de la même façon.

«La tendance de fond n'est pas suffisante pour que les souverainistes puissent croire victoire», conclut Réjean Pelletier.

Le Devoir



Michel David

Incontournable
souveraineté

Les sondages sont une véritable plaie pour ceux qui font de la politique. Sauf ceux qu'ils commandent eux-mêmes, bien entendu. Les sondages ont heureusement pris la bonne habitude de se contredire, au point de se crêper le chignon sur la place publique.

Quand on est dans le feu de l'action, il importe assez peu de savoir qui a vraiment raison. Le sondage dont les résultats font l'affaire est nécessairement le bon. Dans certaines circonstances, on peut même préférer celui qui paraît le plus inquiétant à première vue.

Cette semaine, le premier ministre Paul Martin était certainement bien aise de voir en première page du *Globe and Mail* les résultats du sondage de Léger Marketing, qui évalue l'appui à la souveraineté à 54 %, plutôt que celui de CROP, qui arrive au chiffre de 47 % et dont presque personne n'a parlé.

Si le réveil du dragon séparatiste peut effrayer suffisamment les électeurs ontariens, tous les espoirs demeurent permis pour les libéraux. Vu de là-bas, il vaut peut-être mieux tolérer un gouvernement pourri que de provoquer l'éclatement du pays!

Dans les entrevues à la chaîne qu'il a accordées cette semaine, M. Martin a clairement indiqué que l'unité nationale serait un enjeu fondamental de la prochaine campagne. Bien entendu, dans son esprit, l'alliance conclue avec le Bloc québécois disqualifie Stephen Harper d'entrée de jeu. Il est assez divertissant de voir les trois partis fédéralistes s'accuser mutuellement de coucher avec le diable.

À le voir prêt à toutes les compromissions pour gagner un sursis de quelques mois, le premier ministre est plutôt mal placé pour reprocher à M. Harper sa conception d'un gouvernement central «faible et inefficace», mais il n'en est plus à une sottise près.

Si, par «faible», il qualifie l'approche plus respectueuse des compétences provinciales qui caractérise le Parti conservateur, on peut se demander si un gouvernement Harper ne contribuerait pas au contraire à améliorer l'image du fédéralisme alors que la réélection des libéraux par le Canada anglais serait une véritable injure faite au Québec.

La réaction de Gilles Duceppe aux résultats du sondage de Léger Marketing a été on ne peut plus modérée. Ce ne sont «pas de mauvaises nouvelles», a-t-il dit. Encore heureux! Certes, il ne faut «rien tenir pour acquis», mais cette retenue semble plutôt traduire son peu d'enthousiasme à l'idée d'introduire dans la campagne électorale un élément qui risquerait de distraire l'attention des électeurs du scandale des commandites.

La dernière fois, le chef du Bloc avait réussi à occulter la question de la souveraineté durant presque toute la campagne. Lors du débat télévisé en français, il avait déclaré que ce n'était pas un enjeu et, curieusement, Paul Martin n'avait pas insisté.

M. Duceppe n'a aucune raison de souhaiter qu'on en débâte davantage au cours de la prochaine campagne. Selon le sondage de Léger Marketing, les révélations de la commission Gomery ont convaincu 65 % des fédéralistes québécois qu'ils avaient été trahis par le PLC. Pourquoi ne pas les laisser exprimer leur colère contre les libéraux, sans les troubler inutilement en donnant une connotation référendaire aux élections?

Bernard Landry a d'autres considérations à l'esprit. Ses chances d'obtenir un vote de confiance satisfaisant au congrès péquiste des 3, 4 et 5 juin se sont nettement améliorées au cours des derniers mois. Ses rivaux potentiels ont jeté l'éponge, mais il lui reste à éviter un débat trop déchirant sur les modalités de l'accession à la souveraineté.

La dernière fois, il avait fait tout son possible pour ne pas embarrasser son vis-à-vis du Bloc. Ce n'est qu'à la toute fin de la campagne que le *Globe and Mail* lui avait fait dire, à son grand mécontentement, qu'une victoire bloquiste accélérerait la tenue d'un référendum. Cette fois-ci, il ne se fera pas prier pour le dire. À l'entendre commenter les résultats du sondage de Léger Marketing, la victoire du OUI est presque chose faite. Les Canadiens anglais doivent maintenant s'employer à devenir de bons voisins, a-t-il dit.

La publication, jeudi prochain, d'une nouvelle mouture du budget de l'an 1 d'un Québec souverain, 32 ans après celui que Jacques Parizeau avait présenté à son corps défendant, illustre bien la divergence entre les intérêts stratégiques des uns et des autres.

Depuis des semaines, on s'interrogeait sur le meilleur moment de le rendre public. C'est son auteur, François Legault, qui était le plus pressé, y voyant une façon de marquer des points en prévision du congrès de juin, tandis que Bernard Landry, qui n'avait jamais été très chaud à l'idée de cet exercice, hésitait.

Les rumeurs qui annonçaient une nouvelle série de compressions budgétaires pour permettre à Michel Audet de diminuer les impôts incitaient également à la prudence. Tant qu'on ne savait pas à quoi s'en tenir à propos du budget, pourquoi offrir au gouvernement Charest le moyen de faire diversion s'il avait encore la maladresse de semer le mécontentement?

Enfin, M. Landry a donné son feu vert à la publication d'un document qui ne sera pas un budget proprement dit mais plutôt une estimation, experts à l'appui, de la marge de manœuvre financière additionnelle qui résulterait du rapatriement de tous les pouvoirs et de tous les impôts.

Le chef du PQ a sans doute pensé que cela donnerait bonne bouche aux militants péquistes à l'approche du congrès, mais le brouhaha des élections fédérales risque d'en limiter sérieusement l'impact médiatique.

De son côté, le Bloc n'a pas intérêt à ce qu'un *sideshow* de ce genre vienne perturber son plan de campagne. Peu importe la valeur des chiffres qui seront rendus publics, ils seront aussitôt contestés. Autant de temps perdu à ne pas attaquer les libéraux.

Il n'est jamais bon d'envoyer simultanément deux messages différents. Dans l'immédiat, le camp souverainiste a tout avantage à miser sur l'indignation provoquée par le scandale des commandites. Si ce budget de l'an 1 est aussi emballant qu'on le dit, il aurait été préférable de le garder pour une meilleure occasion, mais le débat semble encore une fois incontournable.

mdavid@ledevoir.com

ACCORD

SUITE DE LA PAGE B 1

Stratégie électorale?

Première surprise pour Jack Layton. Le soir même de l'annonce, le premier ministre Martin annonce que les baisses d'impôt aux grandes entreprises ne disparaîtront pas mais prendront simplement une voie de contournement. «Ce fut une grande surprise, on n'en avait pas parlé», dit Jack Layton. Le lendemain, mercredi, Paul Martin déclare dans une entrevue au *Devoir* que, pour accorder l'argent du NPD, il faudra d'abord réduire la dette de quatre milliards. «Ça nous réjouit, ce n'est pas dans l'entente. Nous devons regarder attentivement quand les détails seront mis au point», souligne Jack Layton.

Mais est-ce que ces nouveaux fonds verront véritablement le jour, puisqu'un budget prend normalement près d'un an à passer toutes les étapes parlementaires jusqu'à la sanction royale? Surtout que les conservateurs et le Bloc sont plus décidés que jamais à renverser le gouvernement dans les prochaines semaines et que même le premier ministre a promis des élections en janvier prochain. Par exemple, le budget 2004 est toujours à l'étude au Sénat et n'a pas encore obtenu la sanction royale.

Le NPD, qui a promis d'appuyer les libéraux «tant que le budget suivra rondement le processus», est-il conscient qu'il y a peu de chances de voir ces nouvelles promesses être respectées? La réponse est oui, même si Jack Layton est plus nuancé. «C'est vrai, si le Bloc et les conservateurs mettent le pied sur le frein, ce sera un gros problème. Ce n'est pas garanti que le budget sera adopté avant les prochaines élections», avoue Jack Layton.

Alors, pourquoi faire cette alliance si celle-ci a de bonnes chances d'être inutile? «En marketing, quand on veut vendre un produit, il faut d'abord le montrer. Ensuite, on peut le vendre. C'est pareil en politique. Le NPD a été au centre de l'attention médiatique pendant des jours. Il a montré ses valeurs. Il a montré qu'il peut faire plier un gouvernement minoritaire et, quand des élections approchent, c'est inestimable. C'est un bon coup pour eux», soutient François-Pierre Gingras, politologue à l'Université d'Ottawa.

Selon les spécialistes politiques contactés par *Le Devoir*, la stratégie de Jack Layton «est un coup gagnant», sans aucun bémol. Il a montré à la population qu'il est un joueur qui a sa place dans un Parlement, tout en se donnant des munitions pour la campagne électorale. «Il pourra dire: ce n'est pas ma faute si on est en élection, j'ai bien essayé de faire fonctionner ce Parlement. Est-ce que les gens vont acheter ce discours? Ça reste à voir. Mais Jack Layton sait compter, il sait qu'il y a de fortes chances d'avoir des élections ce printemps. Et c'est ce qui doit se produire pour qu'il retire tout le bénéfice de cette entente. Ça doit être frais dans la mémoire des gens», soutient Réjean Pelletier, politologue à l'Université Laval.

Selon lui, le NPD tente de sortir du piège qui l'a relégué à 19 députés lors des élections il y a un an. «En 2004, les gens qui voulaient voter pour le NPD ont subitement changé leur intention dans la dernière semaine et ont voté libéral pour barrer la route à un gouvernement conservateur. Dans une guerre à mort entre le PLC et le PC, le NPD a tout à perdre», estime Réjean Pelletier, d'où l'intérêt de montrer leur capacité tout de suite.

Les libéraux aussi ont fait un bon coup avec cette entente, mais avec quelques réserves, selon le politologue de l'Université de Sherbrooke Jean-Herman Guay. «Ils proviennent qu'ils veulent gouverner et se donnent des munitions électorales si le Bloc et les conservateurs les renversent. Par contre, ils devront justifier à tous ceux qui veulent de l'argent, que ce soit les provinces ou les groupes sociaux, pourquoi ils leur ont dit non il y a quelques semaines et qu'ils sont soudainement capables de trouver 4,6 milliards en deux jours. Ça ne fera pas que des heureux», dit-il. Les libéraux, eux, tentent plutôt «d'acheter du temps».

Selon les politologues, la campagne électorale printanière est pratiquement inévitable. D'ailleurs, MM. Layton, Martin et Harper ont passé toute la semaine à parcourir le pays, seront dans les mains, prononçant des discours, récoltant des fonds, aiguisant les lignes d'attaques électorales. Le gouvernement, avec l'arme financière, fait chaque jour depuis deux semaines des annonces d'un océan à l'autre. Juste depuis lundi, en excluant les sommes annoncées hier pour les villes du Québec et les garderies du Manitoba et de la Saskatchewan, le gouvernement a annoncé pour près de 500 millions de dollars de dépenses. C'est 100 millions par jour.

La précampagne bat bel et bien son plein... et cela prendra plus que le sondage paru hier dans le *Globe and Mail*, et qui donne les conservateurs et les libéraux à égalité pour la première fois depuis un mois, pour faire arrêter les machines.

Le Devoir

ÉDITORIAL

Le livre enchanté

Rien d'étonnant à ce que l'inauguration de la Grande Bibliothèque ait été un succès hier. Le Québec a toujours envie de se voir grand et n'est pas rassasié de symboles.

Il y a deux ans, lors d'un forum consacré au modèle québécois, un jeune chercheur revisait le «*récit enchanté*» de la Révolution tranquille, démontrant à quel point il ne résistait pas à la réalité.

Lise Bissonnette, qui devait prononcer la conférence de clôture, en avait réécrit son propre texte. Mais oui, il y avait eu un moment enchanté dans notre histoire, celui où des hôpitaux, des écoles et des protections sociales ont été bâtis! Et l'enchantement était encore possible pour contrer ce «*fonctionnalisme plat*», écho de «*l'économisme ambiant*». Elle en était elle-même porteuse, avec cette Grande Bibliothèque alors en chantier, dont elle dirigeait les destinées et dont elle refusait absolument que l'épithète «*grande*» serve d'opposition aux «*petites*» bibliothèques du Québec. Dit-on des écoles primaires qu'elles nuisent aux universités?

Encore en novembre dernier, alors qu'elle était reçue membre de l'Académie des lettres du Québec, Lise Bissonnette pourfendait la pensée «*efficace*» qui ne sait que compter et qui relève en fait de l'effacement.

Pari tenu: alors que s'affiche enfin cette Grande Bibliothèque, qu'elle s'étale, qu'elle se montre, l'enchantement renaît. On dira que la clameur médiatique y contribue grandement, mais il faut avoir vu les gens courtoiser sa directrice, la presser, insister, dans l'espoir d'être invités à l'inauguration, pour comprendre que quelque chose se passait là. En culture. Pour un équipement durable. Et pour un formidable symbole.

Car elle n'est pas que grande, cette bibliothèque, elle est totale. Totale au sens où Borges l'a compris: on y trouve le monde, on l'ordonne, mais sans en épuiser le mystère.

De fait, notre Grande Bibliothèque a une envergure jamais atteinte jusqu'ici au Québec. Cela nécessitait une nouvelle mise en ordre de ce qui lui préexistait — les collections de la Bibliothèque centrale de la Ville de Montréal et de la Bibliothèque nationale —, et cela conduit à de toutes nouvelles perspectives: l'univers du Québec et même d'ailleurs est désormais rendu accessible à tous, dans un étourdissant foisonnement.

On aura beau additionner le réseau des bibliothèques déjà existantes ou ne jurer que par le virtuel, c'est le lieu qui fait la différence. Pour que cette bibliothèque entre dans notre imaginaire collectif, il lui fallait une adresse. Inventer un endroit où plonger dans les livres, comme dans ces bibliothèques sans fin peintes par Viera da Silva.

C'est ce que Lise Bissonnette, dont l'enthousiasme a trouvé un relais chez Louise Beaudoin et Lucien Bouchard, avait compris. Le gouvernement Charest aura su en prendre acte à son tour. Et la population suit, comme en témoignent déjà les dizaines de milliers d'abonnements et l'intérêt que l'architecture du lieu suscite. Paradoxalement, les exigences des tenants de l'efficacité sont ainsi respectées: une «*clientèle*» se dessine et les dépassements de coûts auront été minimes, en rupture totale avec la pratique de tant d'autres grands chantiers.

Quant aux autres bibliothèques du Québec, on aura enfin compris que leur sort ne dépend pas de la Grande Bibliothèque mais d'une manière de voir. Qu'est-ce qui empêche la Ville de Montréal de consacrer aux bibliothèques d'arrondissement les 35 millions que lui a rapportés la vente de la collection de la Bibliothèque centrale? Au lieu de quoi, elle s'en est servie pour combler ses déficits de dépenses courantes. Mais est-ce la faute de la culture si nos politiciens sont trop souvent des gérants d'arène?

jboileau@ledevoir.ca

Autoroutes, aqueducs, alouette!

En l'espace d'une semaine, les ministres du gouvernement Martin ont parcouru le pays pour annoncer des dizaines de projets totalisant des centaines de millions de dollars. Impossible d'en faire le décompte précis tant les annonces se succèdent rapidement.

Hier encore, deux d'entre eux, Jean Lapierre et John Godfrey, sont venus annoncer l'injection de 464 millions tirés de trois fonds distincts: les fonds canadiens sur l'infrastructure stratégique, sur l'infrastructure frontalière et sur l'infrastructure municipale rurale. Il ne manquait plus qu'une entente avec les unions municipales pour que s'ajoute une autre épaisse tranche de 1,15 milliard prise à même la taxe sur l'essence. Mais là encore, c'est une question d'heures.

Pour les organismes qui attendent depuis des lustres qu'on réponde à leurs besoins, il va sans dire que l'odeur d'une campagne électorale procure une sensation d'extase exceptionnelle. Dans ces conditions, on voudrait bien que des élections aient lieu tous les ans!

Cela étant, même si bien des gens se réjouissent avec raison de cette valse des millions, rappelons-nous que cet argent provient des crédits d'un gouvernement qui surtake délibérément tout le monde pour satisfaire ses propres ambitions. Comme quelques autres fonds et fiducies, ces réserves d'écureuil ont été créées pour y glisser une partie des milliards de dollars en excédents annuels enregistrés par les gouvernements Chrétien et Martin. L'argent du déséquilibre fiscal, c'est en partie là qu'il est engrangé. Ce sont des milliards en taxes et en impôts perçus en trop par un gouvernement dont les compétences n'exigent pas tant de ressources et qui s'en sert pour imposer sa présence et faire mousser son image.

Dans ce riche paysage, les provinces font les belles, dégoûtantes d'envie mais réduites à quémander leur pitance. Et voilà qu'à cause de l'entente survenue cette semaine entre MM. Martin et Layton, les libéraux s'engagent désormais à ajouter une autre tranche de 4,5 milliards à leurs dépenses des deux prochaines années, toujours à même les excédents budgétaires envisagés. De l'argent qui ira aux gens, affirme le chef du NPD. Tiens donc! Comme si ces milliards étaient tombés du ciel avant d'être récupérés *in extremis* grâce à la vigilance angélique du NPD!

En fait, cet argent, qui n'aurait jamais dû se retrouver dans les coffres d'Ottawa mais dans ceux des provinces ou dans les poches des contribuables, ne fera qu'accélérer la croissance des dépenses fédérales, déjà trop rapide. Qu'est-ce qui justifie qu'on ajoute des centaines de millions à un mauvais plan de lutte contre les gaz à effet de serre (Kyoto) déjà trop fortement financé par les particuliers? Ou encore à la diminution des droits de scolarité alors que les universités prévent de faim?

Au cours des prochaines heures et des prochains jours, on n'a pas fini d'entendre nos ministres libéraux venter la prodigalité de leur gouvernement. Grand bien leur fasse! Chaque fois que l'un d'eux ouvrira la bouche pour cracher ses millions, il ajoutera un autre clou à son cercueil.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

L'autobus de l'exode

Face aux déboires économiques que connaît le Saguenay-Lac-Saint-Jean depuis quelques années et devant les défis gigantesques auxquels se trouve confrontée cette belle région pourtant si riche de ressources, on imaginerait facilement que la population locale, dont la débrouillardise et le courage sont bien connus, serrerait les coudes et trouverait ensemble des voies d'avenir. On aime croire que, même si les gens de la région sont en majorité des descendants de cultivateurs illettrés dont les horizons s'arrêtaient au bout du champ, les Saguenéens et les Jeannois sont aujourd'hui ouverts d'esprit, cultivés, inventifs, etc. Et on présume facilement qu'une telle population — 280 000 personnes — ne se laisserait pas anéantir par les écueils d'une économie basée sur la grande industrie et réagirait rapidement pour freiner l'exode galopant qui saigne le territoire de ses éléments humains les plus puissants. Imaginez: l'émigration nette représente dans cette région deux autobus par semaine et touche principalement les jeunes ayant une formation postsecondaire!

Et pourtant!
Deux fois par mois depuis deux ans au Saguenay, des centaines de personnes de toutes les professions se réunissent pour échanger et discuter, faire pression sur les gouvernements et fai-

re connaître leurs points de vue à la population. Ils sont plus de 800 et constituent le mouvement Chicoutimi-Saguenay. Leur seul et unique objectif: redonner à la ville de Chicoutimi le nom qu'elle a perdu lors de la fusion qui nous a donné la grande ville de Saguenay. Oui, vous avez bien lu: la région se vide et les forces vives qui restent se battent pour des questions de toponymie. Si je prends un jour l'autobus de l'exode, ce sera pour des raisons d'ordre non pas économique mais de dignité: je commence à avoir honte d'être d'ici.
Eric Dallaire
Saguenay, le 27 avril 2005

Un peuple pris en otage

Le peuple togolais n'a plus de gouvernement. Il est dirigé par un clan. Le Togo vit présentement un régime politique version Duvalier à l'africaine, où le fils vient de succéder au père. À l'heure où ces lignes sont écrites, les habitants de la capitale, Lomé, se cachent, terrorisés, dans leurs demeures en attendant des détonations de fusils de la milice du parti au pouvoir. La situation est très grave et ce peuple est abandonné à lui-même. Les communications au téléphone cellulaire ont été coupées. La presse est ainsi entravée dans son travail. Et les Togolais ne peuvent même pas communiquer entre eux. C'est l'horreur dans l'indifférence internationale. Un peuple entier pris en

otage sous la fureur d'une folle dictature! Dimanche dernier, c'étaient les bulletins de vote, deux jours plus tard, ce sont les fusils.

Il est impératif que le Canada ne reconnaisse pas l'élection du nouveau président par respect pour le peuple togolais, qui croupit dans une misère indescriptible sous l'œil indifférent de ses dirigeants.

Un peuple abandonné, laissé à lui-même... Un peuple qui crie au secours...

Pierre Morin
Beauport, le 27 avril 2005

Suicidophilie?

Ne trouvez-vous pas que le suicide est à la mode ces temps-ci? Untel a failli se suicider, a-t-il entendu à la radio. Mais il est encore vivant: quel courage! Un autre y a pensé très fort dans son enfance. M. Machin se remercie de n'avoir pas succombé à la tentation de s'enlever la vie. Mme Bienconnue s'autoglorifie d'avoir passé proche de la mort volontaire. Quel héroïsme! Le suicide serait-il devenu une nouvelle manière d'affirmer son ego? Je vous avoue que trop en parler m'apparaît suspect. Surtout quand on en cause au moment où on pète de santé et de gloire.

Y a de ces gens qui n'ont pas le suicide modeste...
Jacques Senécal
Montréal, le 25 avril 2005

REVUE DE PRESSE

Le Québec est déjà séparé

Antoine Robitaille

Les périodes de crise politique comme celle que nous traversons à l'heure actuelle ont pour vertu de mener des gens à songer à ce qui, hier, leur semblait impensable, tabou, à envisager des perspectives honnies.

Prenez le chevronné chroniqueur Richard Gwyn, qui signait une chronique des plus étonnantes dans le *Toronto Star* d'hier. Son propos? «*Arrêtez de vous tourmenter avec la séparation du Québec: c'est déjà un fait. Une «séparation silencieuse» s'est en effet opérée depuis la Révolution tranquille. Si bien qu'aux yeux des Québécois d'aujourd'hui, dit Gwyn, «le gouvernement national — celui d'Ottawa — est presque dénué de pertinence, sauf en tant que banquier». Autrement dit, les Québécois «font à peu près tous leurs choix politiques eux-mêmes. Et ces choix sont tout autant déterminés par cette force externe qu'est l'économie mondialisée. Tout comme dans le reste du Canada». Bien sûr, il demeure entre le Québec et le ROC «certains liens symboliques et juridiques». Cependant, opine Gwyn, «ils ne sont pas différents des liens du Canada avec l'Angleterre».*

Autre élément d'une séparation de facto: Gwyn souligne que «toutes les entreprises qui avaient menacé de quitter un Québec souverain ont déjà déménagé». Même chose pour les Anglo-Québécois: ou bien ils sont partis, ou bien ils ont «accepté calmement leur statut de minorité au sein de cette autre nation».

Gwyn lance un «*restez calmes!*» bien senti à ses concitoyens. Nul besoin de se crispier, de se lamenter, de voir l'avenir en noir, dit-il. En effet, «la séparation n'est plus une solution politique aussi traumatisante que par le passé». Après tout, souligne-t-il, les précédents s'accumulent: «L'Union soviétique n'existe plus. Même chose pour la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie. Le Timor s'est séparé de l'Indonésie. L'Irak pourrait bien être divisé en parties sunnite, chiite et kurde».

Le chroniqueur fait remarquer au surplus que ce que les «*séparatistes*» ont toujours proposé, c'était «*la souveraineté-association*». Certes, «*personne ne sait ce que cela signifie, y compris les séparatistes eux-mêmes*». Mais le

résultat pourrait être en somme assez «*peu différent de notre situation actuelle*». En effet, répète-t-il, «*le Québec d'aujourd'hui est séparé du Canada. Demain, il pourrait l'être tout autant, mais au sein d'une nouvelle union de type Canada-Québec*».

Cela, dit Gwyn, aurait «*l'avantage de préserver notre sentiment de former une communauté s'étendant d'un océan à l'autre*». Ce serait pure illusion, bien sûr, concède-t-il. «*Mais pas plus que ne l'est cette idée selon laquelle le Québec est actuellement une province comme une autre*». Il termine en citant le politologue Benedict Anderson, selon qui les États-nations, de toute façon, sont des «*communautés imaginées*». Bref, «*soyez imaginatifs plutôt qu'effrayés ou en colère*».

Un tout autre ton dans le *Globe and Mail* d'hier. «*Heureusement qu'il y a la Loi sur la clarté*», semblaient s'exclamer les éditorialistes.

Selon eux, l'appui de 54 % à la souveraineté révélé par le sondage Léger Marketing de cette semaine a été déguisé par «*le même type de question «vous aimez le beurre et l'argent du beurre» que celle de 1995*». Or, grâce à la loi conçue et promue par le ministre Stéphane Dion, «*plus jamais le gouvernement n'interrogera les Québécois en ces termes flous*». Car s'il le fait,

«*le fédéral ne reconnaîtra même pas les résultats*». Le *Globe* rappelle que la Cour suprême du Canada a bien dit, dans le renvoi sur la souveraineté du Québec, que pour entamer des négociations, il faudrait respecter la double règle de la «*question claire*» et de la «*majorité claire*».

Le *Globe* a la conviction que si on laisse tomber «*l'enrobage sucré*» du partenariat avec le reste du Canada, l'appui à la souveraineté baissera radicalement au Québec. La seule question possible, selon le journal torontois (qui estime que «*même le mot «souveraineté» constitue une esquivé, permettant de masquer le véritable projet séparatiste*»): «*Voulez-vous que le Québec se sépare du Canada et devienne un pays indépendant?*»

En somme, le fait d'exiger de la «*clarté*» par l'entremise d'une loi, c'est sans doute ce que le gouvernement fédéral «*a fait de plus intelligent*» au cours de toutes ces décennies de lutte contre le mouvement souverainiste, écrit le

Globe. «*En tout cas, c'était certainement mieux que de tenter d'acheter l'adhésion des Québécois avec des drapeaux canadiens, des t-shirts unifiés et autres babioles du programme des commandites*». Une opération, conclut le *Globe*, «*des plus stupides*».

Plusieurs observateurs affirment que de toute façon, il n'y a aucune inquiétude à avoir: les Québécois ne feront pas la souveraineté.

Pourquoi? Le *Toronto Star* répondait hier en éditorial que ce n'est pas contre le Canada que les Québécois en ont mais contre Jean Chrétien, qui «*a gaspillé 250 millions de dollars pour agiter des drapeaux canadiens, des t-shirts unifiés et autres babioles du programme des commandites*». Une opération, conclut le *Globe*, «*des plus stupides*».

Et encore, qu'est-ce que le Bloc? C'est la seule autre option viable aux yeux de nombreux Québécois, écrivait dimanche Tom Brodeur dans le *Winnipeg Sun*. Il affirme que, pour les Québécois, c'est «*une sorte de parti régional*». À preuve, «*ceux qui votent pour le Bloc ne sont pas nécessairement des séparatistes*». Brodeur précise tout de suite: «*Mais qu'on me comprenne bien: le Bloc est un parti séparatiste. Sa mission consiste à briser le pays. À mon sens, ce sont des traîtres*».

Une brève «*on the ROC*» pour finir. Peter Worthington, du *Toronto Sun*, découragé par l'entente entre les libéraux et le NPD, écrivait hier: «*Peut-être, mais seulement peut-être, que le Canada est trop gros et trop peu peuplé pour exister comme pays uni. Peut-être devrions-nous nous séparer, comme l'URSS, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, l'Éthiopie, pour ne citer que quelques précédents. Peut-être que notre avenir est là si Martin et les libéraux survivent*».

arobitaille@sympatico.ca

IDÉES

Ouverture de la Grande Bibliothèque

Un contentement, un accomplissement



Lise Bissonnette, présidente-directrice générale de la Bibliothèque nationale du Québec.

LISE BISSONNETTE
Présidente-directrice générale
de la Bibliothèque nationale du QuébecExtraits de l'allocution prononcée hier lors de
l'inauguration de la Grande Bibliothèque

Le livre a connu au Québec une enfance maussade. Le roi en interdisait l'impression en Nouvelle-France. Le premier essai publié en nos contrées peu après la Conquête, par un imprimeur anglo-saxon, fut un catéchisme français à la forme aussi grise que le fond. Le premier recueil de poésie, publié aussi tard qu'en 1817 par un obscur désenchanté, conspuait les romantiques et promettait de «dire en vers de dures vérités». C'était vingt ans avant que le premier roman sorti de presses d'ici, intitulé *L'Influence d'un livre*, présente cet objet — alors rarissime en nos maisons — comme un traité d'alchimie chimérique à l'usage d'un sombre solitaire. Il fallut attendre près d'un siècle pour que les imprimeries s'ébranlent vraiment, et c'est aux retombées d'une guerre mondiale, la deuxième, qu'on identifie l'essor premier de notre édition.

Ainsi allait le livre, et plus mal encore les bibliothèques. Les plus heureuses furent longtemps privées, c'est-à-dire aux abris, cachées aux censeurs. Celles qui commencèrent à sortir de l'ombre au début du siècle dernier, premières bibliothèques publiques ou presque, furent d'abord tourmentées. Elles étaient l'enjeu d'un formidable affrontement entre lettrés religieux et intellectuels laïques, guerre et difficile après-guerre de cent ans [...].

Et nous voici dans la clarté de cette Grande Bibliothèque, goûtant un plaisir proche de l'euphorie. La maison abrite quatre millions de documents, dont plus d'un million de livres, elle occupe le cœur de la métropole et le carrefour des itinéraires du Québec, elle est née d'un précieux vœu unanime de l'Assemblée nationale, elle n'a pas encore un jour mais elle annonce une vie infinie, dont est garant le magnétique et durable alliage du béton, de l'acier, du verre, du bouleau jaune issu de nos forêts, qui protègent toutes les fibres par lesquelles passe désormais la lecture, du papier fragile aux canaux du virtuel.

Il était juste que la préface de cette œuvre soit signée d'une des plus grandes écrivains du Québec. Nos architectes, vous le savez, ont emprunté à Anne Hébert l'image qui définira à jamais la façon d'habiter notre bibliothèque — *Les Chambres de bois*, titre d'un roman qui aura bientôt un demi-siècle, qui rappelle donc les premiers frémissements de la modernité québécoise, qui se lit comme la chronique de notre liberté annoncée [...].

Et tout se passe comme si Anne Hébert était encore parmi nous. La relisant pour aborder avec sérénité des jours aussi marquants, j'ai rencontré des strophes poétiques de 1944 — l'écrivaine n'avait pas trente ans — dont la force est prémonitrice à l'égard du lieu et même du rituel qui nous rassemble en ce jour.

Anne Hébert, donc, nous parle:

*«Temple incomplet
Dont nous gardons
Avec respect
Et étonnement
Les fines et fortes colonnes.
Lignes pures
Sans bavures
Ni fioritures
Stricts fûts,
Droits comme un cri
Sans larmes
[...]»*

*Et recherche de la voûte,
Éperdument,
Le long d'une ligne droite
Où rien ne retarde le regard en marche
Vide,
Trouée vers le vide,
Majestueux piliers
Dont le grand élan,
La puissance et la grâce
Ne supportent que l'air,
L'air léger [...].
La lune métallique et bleue
Glisse un rayon entre les boulevards,
Et fait un parvis incertain [...].
Une cérémonie mystique,
Gonflée de tendresse,
Presque d'angoisse à force d'être ardente,
Se déroule dans le Temple inachevé.
Mais comment retenir l'air,
Ce qui rôde, vole et poudre? [...].
C'est un temple à ciel ouvert,
Un sous-bois perméable à la venue
Et à la fuite du mystère.»*

Oui, nous avons vu pousser ici «un sous-bois perméable à la venue et à la fuite du mystère», dont la route passe toujours par les livres. Et nous avons tenté de «retenir l'air, ce qui rôde, vole et poudre», c'est-à-dire la matière inépuisable et toujours en mouvement que l'on enferme entre les pages dans un recommencement que ne craignent jamais les bibliothécaires, dont le métier est infatigable.

Nous l'avons fait par un patient rassemblement de collections anciennes et nouvelles, qu'elles soient extirpées de réserves endormies ou acquises de multiples librairies. Elles ont été inventoriées, préparées ou réparées, cataloguées, décrites et présentées dans un ordre repensé, qui proposera aux lecteurs des trajets, des plus simples aux plus diversifiés, d'une profondeur qu'aucune bibliothèque n'a offerte à ce jour au Québec.

Nous l'avons fait en prenant le risque de l'édification d'une bibliothèque virtuelle, que les institutions du livre abordaient en balbutiant au début de ce projet et dont nous possédons désormais les clés, les modes d'emploi, les espaces extensibles à l'infini, où nous pourrions bientôt installer, parmi la myriade des mémoires du monde, les textes et les images du Québec.

Nous l'avons fait en définissant un projet de notre temps, qui sache demeurer l'écrin de la mémoire collective en faisant émerger la Bibliothèque nationale de sa relative obscurité et qui ajoute, par les outils d'animation de la Grande Bibliothèque, une pièce majeure et manquante au travail de démocratisation culturelle entrepris avec la Révolution tranquille. [...]

Je préfère aujourd'hui parler de contentement plutôt que de fierté en vous présentant cette maison à nulle autre pareille. Au nom de tous ceux qui l'ont construite, sous tous ses angles et dans tous ses aspects, je parle aussi d'accomplissement. [...]

Mais Anne Hébert, un peu plus tôt, parlait pourtant de «temple incomplet», donc de travail inachevé.

Inachevé car les promesses du lieu réel et virtuel doivent être tenues, et les prochaines étapes s'imposent déjà. La Bibliothèque nationale du Québec, en voie de regroupement avec les Archives nationales du Québec d'ici la fin de l'année, assurera mieux que jamais les rayonnements de la mémoire. En ouvrant la Grande Bibliothèque, nous nous mettrons au service de tous ceux qui, dans les régions et localités du Québec, à la Ville de Montréal, dans les réseaux scolaires, s'engagent actuellement à corriger les carences de nos héritages, à construire encore pour donner réalité au bien commun.

En somme, nous pouvons être heureux aujourd'hui, mais nous n'avons ni le loisir ni même le droit d'être satisfaits. Les prochains jours seront un bonheur. Mais non un repos, car il reste tant à faire. [...]



Denise Bombardier

La misère urbaine

Ils étaient des dizaines. De jeunes hommes pour la plupart. La résignation se lisait sur certains visages. Quelques-uns avaient le regard hagard de ceux qui sont encore là où la vie les a cassés. Il y avait aussi quelques agités qui cherchaient une excuse pour pousser leurs cris. D'autres qu'étaient en attendant l'heure de la soupe. C'était devant la Maison du Père, boulevard René-Lévesque. Ces hommes errants ne dégageaient qu'impuissance, malheur, misère, pauvreté et solitude. On était loin de l'image du mâle dominateur, autoritaire et bourreau. Ces hommes attendaient qu'on les nourrisse. Au propre et au figuré, dirions-nous. Ce spectacle se déroulait dans l'indifférence générale des automobilistes momentanément en arrêt à cause du feu de circulation.

Quelques intersections plus au nord, des jeunes, très jeunes, déguisés en monstres d'Halloween ou tout simplement clochardisés, se disputaient autour d'un sac en papier brun dont le contenu semblait désirable. Leur regard à eux indiquait l'hallucination. Ils étaient sales, plusieurs avaient le visage transpercé par les piercings et les échancrures laissaient entrevoir des tatouages aux couleurs fortes. Les piétons les contournaient sans manifester la moindre émotion.

Ces deux scènes font partie du paysage urbain. Elles ne sont ni exceptionnelles ni dérangeantes. Non, elles ne dérangent personne, et il se trouve même des chantres de cette misère. Ceux-là, mêmes qui trouvent tant de vertus à l'anonymat des grandes villes et qui considèrent que ces habitants misérables incarnent en quelque sorte la liberté de vivre à sa guise. Pour eux, voilà l'expression de la tolérance. Or nous sommes ici en face de notre aveuglement collectif qui ne recouvre que l'indifférence de chacun d'entre nous à l'endroit des laissés-pour-compte. Toutes les bêtises ont été écrites, toutes les idioties ont été dites sur la marginalité des démunis. Sur le fait par exemple que leur choix de vie repose sur l'exercice de la liberté, voire sur une contestation sociale. Mais que peut-on contester quand on est prisonnier de ses angoisses, qu'on est habité par des démons qui nous terrassent, qu'on n'a ni feu ni lieu et qu'on ne peut compter que sur l'anonymat de son propre déguisement?

Ces artères
et ces
ruelles
jonchées
d'ordures
sont
grouillantes
de gens qui
répondraient
sans doute
que ce n'est
pas de leurs
affaires

La misère urbaine, c'est aussi cette agressivité rampante qui ne cesse de se développer, particulièrement au volant. Il y a des conducteurs qui semblent prêts à tuer un piéton qui s'est distraitemment engagé sur la voie alors que le feu est rouge. Le «chus dans mon droit», cette phrase-massue qui décrit si précisément celui qui la prononce, empoisonne la vie commune. À Montréal, l'absence de courtoisie accroît le stress et ajoute à l'insécurité des personnes âgées de plus en plus nombreuses à circuler dans les transports en commun. Des personnes âgées de plus en plus seules, envers lesquelles on manifeste trop souvent de l'agacement. Elles ne marchent pas assez vite, ne se ruent pas dans le flot des voyageurs du métro. C'est peu dire qu'ils sont rares, ceux qui leur cèdent leur place dans les transports en commun, comme on nous enseignait à le faire dans les cours d'éducation civique de l'époque jurassique. «Espèce de conne!», s'est fait dire une lectrice dans le bus par un trentenaire, allure Plateau Mont-Royal, qu'elle avait effleuré avec son sac à main. Et que dire des bras d'honneur, des majeurs vers le ciel, des mimiques grimaçantes à la moindre hésitation à une intersection? Et ces cyclistes qu'on apostrophe en hurlant ou alors d'autres cyclistes qui foncent sur les piétons et les envoient balader avec un vocabulaire emprunté à certains humoristes?

La misère urbaine à Montréal, c'est tout cela, mais c'est également une dégradation du mobilier urbain, des rues à la chaussée défoncée qui ressemblent à celles de pays en guerre et une saleté qui ne s'explique pas uniquement par la fin de l'hiver. La ville est devenue sale, et il faut avoir voyagé un tant soit peu pour s'en rendre compte. La misère urbaine, c'est aussi cette image de désolation qui nous renvoie à une pauvreté du civisme. Ces artères et ces ruelles jonchées d'ordures sont grouillantes de gens qui, si on les interrogeait, répondraient sans doute que ce n'est pas de leurs affaires ou, pire, que chacun a le droit de faire ce qu'il veut ou qu'ils n'ont de leçon à recevoir de personne.

Les étrangers sont frappés par le nombre de québécois dans les rues, par leur jeunesse en particulier. Ils ne connaissent pas notre histoire, ignorent que cette société, au nom d'un progressisme criminel, a mis à la rue ses malades mentaux, rebaptisés «clients» ou «bénéficiaires des services de psychiatrie». Ces itinérants n'en sont pas car ils n'ont aucun itinéraire; ils dérivent dans la ville sans que le passant ait envie de savoir où ils vont ou qui ils sont. Seuls ces saints modernes que sont les travailleurs de rue se soucient d'eux. On vante beaucoup Montréal, son dynamisme, ses festivals, sa joie de vivre. À voir en plein cœur de la ville ces immeubles abandonnés, ces façades verolées, ces trottoirs encombrés de déchets, à observer les visages sans joie et le laisser-aller vestimentaire, on se dit que la joie de vivre est un camouflage.

denbombardier@videotron.ca

La CASSEE fait le bilan de la grève étudiante

La voie difficile mais nécessaire

XAVIER LAFRANCE

Porte-parole de la CASSEE et secrétaire aux
relations externes de l'Association pour une
solidarité syndicale étudiante (ASSE)

La CASSEE (Coalition de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante élargie), tout au long de cette huitième grève générale illimitée du mouvement étudiant québécois, a choisi la voie difficile mais nécessaire pour défendre le droit à l'éducation. Elle a d'abord et avant tout porté une perspective différente pour l'éducation, à contre-courant de celle mise en avant par l'État depuis une quinzaine d'années.

Se refusant à «gérer des coupes», la CASSEE, dont la plate-forme de revendications a été adoptée en assemblée générale par plus de 70 000 grévistes [...], a osé ramener une vision présentant l'éducation comme un droit, non pas comme un privilège.

Ainsi, parallèlement à ses revendications immédiates touchant l'aide financière aux études et le maintien du réseau collégial, la Coalition s'est fait un devoir, dans un contexte de grève permettant un accès quotidien à une tribune médiatique et aux assemblées générales des différentes associations étudiantes, d'aborder la possibilité et la nécessité, dans une société aussi riche que la nôtre, de tendre vers la gratuité scolaire et l'éradication de l'endettement étudiant.

Mais on ne peut séparer mécaniquement les questions théoriques des questions pratiques. À une analyse en rupture avec l'air néolibéral ambiant devait correspondre une tactique elle aussi à contre-courant: le syndicalisme de combat. Cette tactique prône la construction d'un rapport de force praticable aux négociations à travers une escalade de moyens de pression afin qu'un dialogue d'égal à égal puisse être établi entre les interlocuteurs.

La notion de rapport de force exige de tout mettre en œuvre pour informer la population étudiante et

l'amener à se mobiliser face à l'État; elle commande aussi la solidarité et la combativité. Le syndicalisme de combat exige enfin de consulter directement les personnes contribuant à forger le rapport de force afin d'établir démocratiquement ce qu'elles visent à défendre autour de la table de négociation.

Têtes brûlées?

L'analyse de la CASSEE, ainsi que la pratique dont elle a usé pour la mettre en lumière, lui a quelquefois valu de voir, en bloc, ses membres qualifiés de «têtes brûlées» et de «casseurs». [...] Pourtant, les occupations, les perturbations économiques et les manifestations venues au cours de la grève à l'appel de la CASSEE sont autant de tactiques maintes fois utilisées avec grand succès par les syndicats et les mouvements sociaux lorsque les négociations s'embourbaient. [...]

Aucun moment la CASSEE n'a fait preuve de violence gratuite; toujours, ses actions ont été légitimes. Occuper un bureau n'est pas violent; massacrer le droit à l'éducation l'est!

Par ailleurs, le ministre Fournier, si prompt à dénoncer la «violence» étudiante, n'a quant à lui jamais dit mot de la répression perpétrée par les forces policières au cours de la grève. Plusieurs jeunes ayant «violemment» fait du piquetage devant leur cégep ou encore bloqué l'accès à la Tour de la Bourse ont dû têter de la matraque; plusieurs ont été blessés, d'autres arrêtés et détenus pendant plusieurs heures.

Le dernier geste qualifié de répréhensible en date est l'entartage et la dénonciation publique qu'a subis le président de la FEUQ, Pier-André Bouchard-Saint-Amand, lors du rassemblement syndical tenu le 14 avril dernier.

Encore une fois, la CASSEE s'est gracieusement fait attribuer la paternité du geste par différents analystes qui n'ont toutefois pas cru bon de préciser que jamais notre coalition n'avait appelé à une telle action qui, si elle a pu impliquer des individus membres d'associations étudiantes représentées par la CAS-

SEE, en impliquait aussi d'autres, cette fois-ci membres de la FEUQ et de la FECQ.

Mais l'aspect tronqué de l'analyse de l'événement ne s'arrête pas là. En effet, une fois de plus, l'explication des motifs des individus s'efface devant la nécessité de les présenter comme de jeunes violents en mal d'être. Quand, dans le traitement de cet événement, a-t-on dénoncé le fait que les exécutifs de la FEUQ et de la FECQ avaient négocié seuls, à huis clos, avec le ministre de l'Éducation, sans la CASSEE, excluant ainsi 70 000 grévistes du processus? [...] Quand a-t-on critiqué l'entente à rabais qui en a découlé et qui a fait en sorte que l'endettement étudiant aura en définitive explosé de 136 millions au Québec? [...]

À la table quand même

Mais la conclusion aurait sans doute pu être bien pire si la solidarité et la combativité démontrées par les membres de la CASSEE n'avaient pas permis de pressuriser à la fois le ministre de l'Éducation et les exécutifs de la FEUQ et de la FECQ. Dans les faits, la CASSEE aura été autour de la table de négociation sans y être représentée.

Quoi qu'il en soit, il est bien sûr que le fait d'entarter le président de la FEUQ n'est pas la solution qui permettra de sauvegarder le droit à l'éducation. Notre travail est autrement plus sérieux et exigeant. Mais nous pouvons désormais l'accomplir sur la base des acquis amenés par une grève qu'on peut, malgré tout et à bien des égards, qualifier de victorieuse.

La dernière grève étudiante aura vu fleurir la démocratie directe au sein du mouvement étudiant par l'entremise d'assemblées générales nombreuses et populaires. Elle aura permis de lancer un vaste débat sur le droit à l'éducation au Québec et de politiser toute une génération d'étudiants. Elle aura enfin prouvé l'efficacité de la création d'un rapport de force afin de faire plier l'État néolibéral et la nécessité de forger une organisation capable de construire ce rapport de force. [...]

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-André Chouinard (éducation); José Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (commissaire Internet) Isabelle Paré (santé), Louise-Maude Rioux-Soucy (surnuméraire); Pauline Gravel (sciences); Guillaume Bourgault-Côté (surnuméraire), Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Martin Ducloux, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), René Léo Guimont et Serge Paquin (relucteurs surnuméraires); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (théâtre et cahier culture), Julie Carpentier (pupitre), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culture du week-end), Stéphane Baillargeon (reporter), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (littérature), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels et musique), Frédérique Doyon (surnuméraire); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (pupitre), Philippe Pagnieu (surnuméraire), Eric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte, François Desjardins (surnuméraires); à l'information internationale: Jean-François Legault (pupitre international et page éditoriale), Claude Lévesque, Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manson Cornélius (correspondants parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Abadie (secrétaire à la rédaction); Marilyne Hamelin, Alexandre Shiélds (commissaire), La documentation: Gilles Paré (directeur), Manson Cornélius, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa), LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Schwi, Mélanie Simard (publicitaires), Laurence Theriault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Pilon, Nathalie Zemanis, Olivier Zaida, Yannick Morin (surnuméraires), INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Linda Theriault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Roxanne Labelle (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Loli Sénéchal-Berthiaume, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc, Caroline Simard, L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haack (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevier, Monique Proteau, Danielle Ross.

LE MONDE

Le Kuomintang et les communistes

Des retrouvailles qui ne règlent pas la question de Taïwan

PIERRE HASKI

Pékin — Il y a d'un côté la portée symbolique, de l'autre l'impact politique. La visite qu'effectue cette semaine en Chine Lien Chan, le président du parti Kuomintang (KMT) de Taïwan, l'ancien ennemi de Mao Tsé-toung et des communistes pendant la guerre civile chinoise, couvre les deux dimensions. Elle peut légitimement être qualifiée d'historique, tant les communistes et les nationalistes se sont affrontés tout au long du XX^e siècle, mais son impact politique reste difficile à évaluer.

Lien Chan, le président du KMT, est arrivé jeudi à Pékin après une première étape obligée à Nankin, qui était le siège du gouvernement nationaliste jusqu'à sa défaite face aux communistes, en 1949. Il a été reçu hier par le numéro un chinois Hu Jintao, une première depuis plus d'un demi-siècle, et les deux hommes ont décrété symboliquement la fin des hostilités qui ont opposé leurs prédécesseurs à la tête des deux partis. Dans un communiqué, ils sont aussi «convenus ensemble de s'opposer à l'indépendance de Taïwan».

Mais Lien Chan n'est que le chef de l'opposition à Taïwan, et cette réconciliation avec Pékin n'est pas du tout du goût de l'actuel président taïwanais aux penchants indépendantistes, Chen Shui-bian, qui y voit au contraire une trahison.

Les entretiens de Pékin ne sont donc pas de nature à débloquent, dans l'immédiat, l'impasse dangereuse de la crise taïwanaise. Le pou-



Lien Chan, chef du KMT, a été reçu hier par le président chinois.

voir chinois refuse catégoriquement toute négociation avec Chen Shui-bian, et ce dernier a d'ailleurs rejeté par avance la formule institutionnelle «un pays, deux systèmes», en vigueur à Hongkong et que Pékin propose à Taïwan. En organisant cette visite à grand renfort de publicité, le gouvernement chinois, tout comme les leaders du Kuomintang, a de fortes arrière-pensées politiques. Pékin peut ainsi montrer que l'adoption, au début de l'année, de la loi antisécession qui menace Taïwan d'un recours à la force en cas de proclamation de l'indépendance formelle ne l'a pas pour autant isolé de la population de l'île. Cette loi avait provoqué une manifestation hostile massive à Taïpeh et suscité des critiques internationales — à l'exception notable de la France qui, la semaine dernière, lors de la visite de Jean-Pierre Raffarin, a été quasiment seule au monde à juger complaisamment cette législation «compatible» avec ses propres positions.

Pour le Kuomintang, c'est également une manière de se réintroduire dans un jeu politique trop dominé par les indépendantistes alors que ceux-ci n'ont remporté la présidentielle de l'an dernier que d'un cheveu et ont perdu les législatives de décembre. Néanmoins, la pale personnalité de Lien Chan et le présidentialisme institutionnel de Taïwan laissent peu de marge de manœuvre à l'opposition. En venant à Pékin, le KMT prend date pour la suite et place de manière forte son avenir, et implicitement celui de l'île, dans l'ensemble chinois.

Si Pékin est le grand gagnant immédiat de cette stratégie en faisant oublier l'aspect menaçant de sa politique au profit de la main tendue, à l'opposition, la partie est risquée pour le KMT. Comment les Taïwanais jugeront-ils ce pas de danse avec l'«ennemi» qui, par ailleurs, a 700 missiles pointés sur l'île?

Libération

Rumeurs sur la mort de Ben Laden

Doubaï — Un article publié sur un site Internet islamiste a relancé les conjectures sur la mort éventuelle d'Oussama ben Laden, dont l'annonce était jugée hier «quelque peu prématurée» dans les milieux diplomatiques occidentaux au Pakistan. Un responsable de sites islamistes interrogé par Reuters a reconnu que le titre de l'article en question pouvait prêter à confusion en évoquant la mort du chef d'al-Qaïda.

L'article est en revanche nettement moins affirmatif. Son auteur,

dont l'identité n'est pas connue, «attaque» certes sur les rumeurs circulant de nouveau sur la mort de Ben Laden. Mais il poursuit en affirmant que ces informations sont erronées, même si les musulmans doivent, dit-il, se préparer à cette éventualité. Ben Laden n'étant qu'un être humain, tient-il à préciser.

Pour Yasser al-Serri, responsable de sites Internet installé à Londres, Ben Laden «est vivant» et aurait récemment enregistré un nouveau message vidéo dont la dif-

fusion serait imminente. «Le titre de l'article a effectivement engendré une certaine confusion, mais je pense que la personne qui l'a publié souhaitait exhorter les jeunes musulmans à poursuivre le djihad même si Ben Laden venait à mourir», a-t-il déclaré à Reuters par téléphone. À Islamabad, des diplomates occidentaux ont fait part de leur scepticisme au sujet de cet article, qui circule apparemment sur plusieurs sites Internet.

Reuters

IRAQ

Attaques tous azimuts et menaces de Zarqaoui

Bagdad — L'avènement du gouvernement irakien du chiite Ibrahim al-Jaafari a été salué hier par un rare déchaînement de violence à Bagdad et dans le reste du pays, où une trentaine de personnes ont été tuées et plus de 110 autres blessées dans une douzaine d'attentats à la voiture piégée.

Ces attentats se sont produits moins de 24 heures après le vote de confiance accordé par le Parlement au nouveau cabinet, où sept postes sont restés vacants et qui a été critiqué par les sunnites, salué à Washington et accueilli avec prudence dans certains pays arabes.

Dans la série d'attaques qui a débuté dans la matinée, les deux dernières ont été commises à Bagdad et à Baqouba, au nord-est de la capitale. Si la première n'a pas fait de victime, la seconde, lancée par un kamikaze, a tué un policier et en a blessé onze autres, ainsi que quatre civils, selon des sources militaire et hospitalière.

Huit autres personnes sont mortes dans d'autres attaques ailleurs dans le pays, selon ces sources, ce qui fait de la journée d'hier l'une des plus sanglantes de ces derniers mois.

Les attaques les plus sanglantes ont eu lieu dans les quartiers sunnites d'Adhamia et de Saligh au début de la journée de prière hebdomadaire, faisant 13 morts et 50 blessés. Sept soldats, deux policiers et quatre civils y ont péri, selon une source du ministère de l'Intérieur, qui a précisé que parmi les blessés figuraient 35 civils, 13 soldats et deux policiers.

À Madaïen, à 30 km au sud de Bagdad, l'explosion de trois voitures piégées, dont une visait une patrouille de la police, a fait neuf morts, dont un policier et deux commandos du ministère de l'Intérieur, et 35 blessés.

Dans un communiqué, l'armée américaine a annoncé l'arrestation de sept personnes, suspectées d'avoir participé à des atten-



Fillette sur le site d'un attentat à Bagdad.

tats à Bagdad et dans sa région.

De son côté, le chef du réseau terroriste al-Qaïda en Irak, Abou Moussab al-Zarqaoui, qui a revendiqué la plupart des attentats sanglants dans ce pays, a appelé à intensifier la lutte contre les soldats américains, selon un enregistrement audio qui lui est attribué sur Internet.

Dans leurs prêches du vendredi, les imams chiites ont dit attendre du gouvernement qu'il s'attaque au problème de l'insécurité et l'un d'eux, cheikh Sadreddine al-Koubbanji, du Conseil suprême

de la révolution islamique en Irak (CSRI) d'Abdel Aziz Hakim, est allé jusqu'à exiger l'exécution du président déchu Saddam Hussein, qui attend en prison d'être jugé.

En revanche, les sunnites, estimant que la composition du cabinet ou il n'ont obtenu que des postes secondaires consacrer leur marginalisation, disent craindre une campagne de répression à leur encontre, d'autant plus que ce sont eux qui sont accusés d'animer la rébellion.

Agence France-Presse

Désaccord italo-américain sur la responsabilité de la mort d'un agent

PHILIPPE RATER

Washington — Les États-Unis et l'Italie n'ont pas réussi à s'entendre sur des conclusions communes à l'issue d'une enquête sur la mort le 4 mars en Irak de l'agent secret italien Nicola Calipari, tué par des soldats américains, ont annoncé les deux pays hier.

Les deux pays restent des alliés solides en dépit de ce désaccord, souligne un communiqué conjoint du département d'État américain et du ministère italien des Affaires étrangères. «Les enquêteurs ne sont pas arrivés aux mêmes conclusions finales, bien que, après avoir examiné ensemble les éléments de preuve, ils sont en accord sur les faits et les recommandations sur de nombreuses questions», précise le texte.

Le document ne dit pas à quelles conclusions précises sont parvenus les Italiens d'un côté et les Américains de l'autre. Selon un responsable américain s'exprimant sous couvert d'anonymat, le rapport des enquêteurs pourrait être rendu public «très bientôt», peut-être dès aujourd'hui.

Récemment, un responsable militaire américain avait déclaré, sous couvert d'anonymat, que les soldats américains avaient «respecté toutes les procédures pour des opérations de contrôle et, de ce fait, n'étaient pas coupables de manquement au règlement».

Le gouvernement italien ne donnera jamais son accord à des conclusions si elles ne sont pas convaincantes, avait rétorqué le chef du gouvernement ita-

lien, Silvio Berlusconi. «Les enquêteurs ont rendu compte à leurs autorités nationales respectives en accord avec les procédures et règlements nationaux», ajoute le communiqué, manifestement rédigé pour atténuer la tension entre les deux alliés, qui coopèrent militairement en Irak. L'enquête conjointe, «menée dans un esprit de forte coopération mutuelle, a été intense et productive», souligne le texte.

Nicola Calipari a été tué par des soldats américains le 4 mars sur la route de l'aéroport de Bagdad, au moment où il ramenait l'ex-otage et journaliste d'*Il Manifesto*, Giuliana Sgrena, libérée par ses ravisseurs après un mois de détention. Selon la chaîne de télévision américaine CBS, un enregistrement satellite américain a permis de déterminer que la voiture dans laquelle avaient pris place Giuliana Sgrena et Nicola Calipari roulait à environ 100 km/heure.

Cet enregistrement satellite a permis aux enquêteurs de reconstituer le drame sans s'en remettre aux témoignages des témoins.

Giuliana Sgrena a au contraire affirmé que la voiture circulait à une vitesse normale d'une cinquantaine de km/h quand les militaires ont ouvert le feu. Les militaires américains avaient affirmé de leur côté que la voiture s'était approchée à grande vitesse et qu'ils n'avaient tiré qu'après que le chauffeur eut ignoré des signaux de bras et lumineux et des tirs de sommation.

Agence France-Presse

FRANSECO SMALTO
TOMBOLINI
ST-REMO
KENNETH COLE
ETC...

TOMBOLINI
QUI
PATRICK GÉRARD
VERTIGO
ETC...

COLLECTIONS PRINTEMPS/ÉTÉ 2005

doice
DOLCE & GABBANA UOMO

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de Commerce
Mondial 844-9125

Pour Lui
Centre de Commerce
Mondial 281-7999
5107, av. du Parc
277-7558

Faculté de l'éducation permanente

Prix Lizette-Gervais

TABLE RONDE
ACTUALITÉ INTERNATIONALE :
LE PUBLIC EST-IL BIEN SERVI ?
Le vendredi 6 mai 2005, de 14 h à 17 h

AVEC
René Mailhot
Journaliste à l'émission *Sans frontières* de Radio-Canada
Raymond Saint-Pierre
Journaliste à l'émission *Zone libre* de Radio-Canada
Richard Latendresse
Journaliste au Réseau TVA

ANIMATION : Suzanne Laberge
Journaliste, présidente du Prix Lizette-Gervais

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
PAVILLON 3200, RUE JEAN-BRILLANT, SALLE B-2305
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
ENTRÉE LIBRE

RENSEIGNEMENTS : 514-343-6111 POSTE 1-2950

Université de Montréal

EN BREF

Centre culturel allemand saccagé à Lomé

Lomé — Les autorités togolaises ont accentué hier leurs pressions sur l'opposition après les violences qui ont secoué Lomé alors que, sur le plan international, les appels se multiplient pour le retour au calme et la nécessité de trouver une solution à la crise politique dans le pays. À Lomé, où le sentiment antioccidental semble cristalliser les frustrations des partisans du pouvoir, le centre culturel allemand, l'Institut Goethe, a été quasiment détruit dans la nuit de jeudi à hier. Une douzaine de civils cagoules, «armés de fusils d'assaut et de grenades», y ont allumé un incendie après avoir tiré sur le bâtiment avant de pénétrer dans les locaux, selon des témoins. Les assaillants se sont livrés à de nombreuses dégradations dans les étages du bâtiment, défonçant les portes, détruisant systématiquement tout le matériel et les ordinateurs. Plus de 8000 ouvrages ont été détruits par les flammes, ainsi que la salle de spectacle et un véhicule de l'Institut, selon son directeur, Herwig Kempf. — Reuters

• LE MONDE •

Poutine a promis d'aider les Palestiniens et tenté de rassurer les Israéliens

Ramallah — Dernière étape cis-jordanienne hier pour le président russe Vladimir Poutine au Proche-Orient. Il s'est recueilli sur la tombe de Yasser Arafat à Ramallah et a longuement rencontré son successeur Mahmoud Abbas, lui promettant son aide pour la reconstruction de Gaza ainsi que pour l'équipement et la formation des forces de sécurité.

Au troisième jour de sa visite historique en Israël et dans les territoires palestiniens, M. Poutine s'est entretenu pendant environ deux heures avec le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. La situation au Proche-Orient et l'aide russe aux Palestiniens ont été au centre de leurs discussions.

Le président russe a été accueilli hier matin à Ramallah à la Mouqataa, siège de l'Autorité palestinienne, par une garde d'honneur des forces de sécurité. Une gerbe de fleurs, «de la part du président de la Fédération russe», a ensuite été déposée sur la tombe de Yasser Arafat, décédé en novembre dernier à l'hôpital militaire de Percy-Clamart, en banlieue parisienne. Vladimir Poutine s'est incliné devant la tombe, se recueillant quelques instants.

Plus tard, au cours d'une conférence de presse, il a annoncé que Moscou viendrait en aide aux Palestiniens, dont les infrastructures ont été gravement endommagées lors des affrontements avec Israël depuis le début de la deuxième intifada, en septembre 2000. «Nous fournirons à la direction palestinienne une aide technique, des approvisionnements en matériel et une formation pour ses services de sécurité», a déclaré M. Poutine. «Nous souhaitons que cette coopération [...] ne constitue pas un motif de préoccupation pour la partie israélienne», a-t-il déclaré.

Des hélicoptères pour le transport de Mahmoud Abbas figurent parmi le matériel fourni. Israël avait détruit les appareils de la présidence de l'Autorité palestinienne afin de limiter les mouvements de Yasser Arafat.

L'Etat hébreu a par ailleurs refusé

la livraison par la Russie de 50 véhicules de patrouille blindés à la police palestinienne. Selon des responsables israéliens de la sécurité qui ont requis l'anonymat, l'Etat hébreu met en doute l'utilité de tels équipements pour la police palestinienne et exige de Mahmoud Abbas le désarmement des Palestiniens recherchés. «Nous souhaitons que le président Abbas combatte efficacement le terrorisme, il ne peut pas le faire avec des lance-pierres et des cailloux», a de son côté fait valoir le président russe.

Les Palestiniens et Moscou ont une longue histoire de coopération politique et culturelle remontant aux années de la guerre froide, quand l'Union soviétique armait ou appuyait Etats arabes et Palestiniens dans leur combat contre Israël, soutenu par Washington. Mais les liens entre la Russie et l'Etat hébreu se sont réchauffés ces dernières années. Premier chef d'Etat russe à se rendre en Israël, où aucun numéro un soviétique ne s'est jamais rendu, Vladimir Poutine s'est employé durant sa visite à rassurer ses hôtes.

La Russie a en effet proposé une coopération nucléaire à l'Iran et négocié la vente de missiles anti-aériens à la Syrie, des armes qui ne constituent pas une menace pour Israël, a affirmé M. Poutine. Sur un autre sujet sensible, le président russe a estimé que l'Iran devait accepter une surveillance internationale totale de ses activités nucléaires.

Avant son arrivée en Israël, Vladimir Poutine avait proposé mercredi l'organisation à l'automne prochain à Moscou d'un sommet pour la paix au Proche-Orient, rassemblant les protagonistes du conflit et le Quartet (Etats-Unis, Russie, Union européenne et Nations unies). La proposition a été fraîchement accueillie par Israël et les Etats-Unis alors que les Palestiniens y sont plutôt favorables. Semblant faire quelque peu machine arrière, M. Poutine a déclaré hier qu'il ne s'agirait pas d'un sommet mais plutôt d'une réunion d'experts à haut niveau.

Associated Press

Saïgon et Hanoï se tournent vers l'avenir

BRIAN WILLIAMS

Hô Chi Minh-Ville — Trente ans après la chute de Saïgon, le peuple et les autorités du Vietnam célèbrent aujourd'hui l'anniversaire de la fin de la guerre en se tournant résolument vers l'avenir.

Certes, cérémonies et feux d'artifice ne manqueront pas pour célébrer la chute, le 30 avril 1975 à 11h du matin, de l'ancienne capitale du Sud-Vietnam, rebaptisée Hô Chi Minh-Ville l'année suivante.

Mais un seul défilé militaire est prévu, qui se déroulera devant le palais où siégeait le gouvernement sud-vietnamien soutenu par les Etats-Unis.

Raúl Castro Ruz, vice-président et ministre de la Défense de Cuba, présenté comme le probable successeur de Fidel Castro, sera l'unique représentant étranger à faire le déplacement pour assister aux cérémonies. Cuba, aux côtés de l'Union soviétique et de la Chine, figurait parmi les alliés du Nord-Vietnam communiste.

Illustrant la réserve des autorités et leur volonté affichée de réconciliation, l'ancien premier ministre vietnamien Vo Van Kiet a dit souhaiter, dans une contribution à la revue du ministère des Affaires étrangères, que la page de la guerre soit tournée.

«La manière dont nous avons commémoré ces événements historiques devient répétitive, et trop en faire à cette occasion peut se révéler contre-productif», écrit-il.

«Nous devons poursuivre sur la voie des réformes, nous garder de l'auto-satisfaction et de trop vanter nos exploits», poursuit Kiet, qui a été premier ministre au milieu des années 90. «Le monde est allé de l'avant, et nous devons faire vite pour ne pas nous laisser distancer plutôt que de glorifier notre passé.»



DESMOND BOYLAN REUTERS

Spectacle pyrotechnique à Ho Chi Minh-Ville, comme on appelle aujourd'hui Saïgon.

Michael Marine, ambassadeur des Etats-Unis au Vietnam, a lui aussi minimisé l'importance du trentième anniversaire de la chute de Saïgon.

Resserrement des liens avec Washington

«Le trentième anniversaire retiendra bien sûr l'attention. Mais si on regarde les choses dans leur ensemble, je ne le vois pas s'inscrire particulièrement dans le contexte de la relation [entre les Etats-Unis et le Vietnam]», a-t-il déclaré lors d'une rencontre avec des journalistes dans le courant du mois.

«Les liens [entre Washington et Hanoï] se sont progressivement et

même spectaculairement développés au cours des dix dernières années dans tout un ensemble de domaines.»

Dans les mois qui viennent, Hanoï va d'ailleurs être confronté à nombre de rendez-vous d'une autre portée pour l'avenir du pays que les célébrations d'aujourd'hui.

Les négociations continuent en vue d'une visite historique d'un dirigeant vietnamien à la Maison-Blanche, en juin. Le Vietnam pourrait rejoindre l'Organisation mondiale du commerce (OMC) d'ici la fin de cette année et Hanoï pourrait accueillir en 2006 le sommet de l'APEC, qui compte dans ses rangs non seulement les Etats-Unis mais

aussi l'Australie et la Corée du Sud, deux des alliés de Washington pendant la guerre.

Une croissance de 7,5 % par an en moyenne depuis 2000, qui fait du Vietnam l'économie la plus dynamique au monde derrière celle de la Chine, a permis de panser les plaies de la guerre.

Mais les cicatrices du passé sont loin d'être toutes refermées, près de deux millions de Vietnamiens ayant péri au cours du conflit. L'armée américaine, qui avait mobilisé jusqu'à 500 000 hommes au Vietnam à la fin des années 60, en a perdu 58 000.

Reuters

CONCOURS

LE DEVOIR

CUBA

Félicitations à notre gagnante :
Mme Ginette DuBerger
de Québec

Montréal capitale

Le Conseil des arts et des lettres du Québec rend hommage à tous ceux et celles qui créent des œuvres littéraires et enrichissent l'identité culturelle sur tout le territoire du Québec.

Depuis 10 ans, le Conseil a octroyé plus de 23 millions de dollars sous forme de bourses et de subventions dans le domaine de la littérature.

Il a notamment accordé 1127 bourses à des écrivaines et des écrivains dont le travail et la passion, la recherche et la vision assurent un renouvellement de la création québécoise.

mondiale du livre

Conseil des arts et des lettres

Québec

Tsunami : couvrir en catastrophe
-trente- En kiosque maintenant
POUR LES NULS
Le magazine des journalistes
Abonnement et information : (514) 522-8033

les 10 jours tentations
Du 23 avril au 2 Mai
Ouvert les dimanches 24 avril et 1er mai
Laissez vous tenter... des prix très attractifs sur la nouvelle collection Roche Bobois.

ROCHE BOBOIS PARIS

LA VRAIE VIE COMMENCE A L'INTERIEUR

MONTRÉAL 505 AVENUE DU PRÉSIDENT KENNEDY TEL (514) 350 9070

OTTAWA 22 YORK STREET TEL (613) 860 3273 - TORONTO 101 PARLIAMENT STREET TEL (416) 366 3273 - www.roche-bobois.com

Restauration de porcelaine



Lladro, Moorcroft, Limoges, Wedgwood



Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

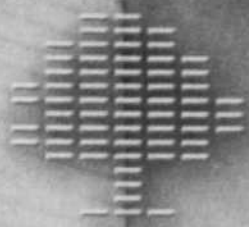
4652, boul. Décarie, Montréal

514-484-8332

www.themfixit.com

DEPUIS 1953

en savoir plus



NE MANQUEZ PAS LE CAHIER SPÉCIAL ENCARTÉ DANS L'ÉDITION D'AUJOURD'HUI

Venez VISITER

votre Grande Bibliothèque

Portes ouvertes

30^e et 1^{er} mai 2005
avril mai 2005

Samedi 30 avril, de 10 h à 22 h
Dimanche 1^{er} mai, de 10 h à 17 h

À partir du mardi 3 mai :
ouverture du service de prêt et
accès aux documents et aux
postes multimédias

475, boul. De Maisonneuve Est, Montréal
(Métro Berri-UQAM)

Heures d'ouverture régulières
Mardi au vendredi, de 10 h à 22 h
Samedi et dimanche, de 10 h à 17 h
Lundi, fermé

Section Actualités et nouveautés
Tous les jours, de 10 h à minuit

www.bnquebec.ca

- > Abonnement gratuit > Visite des lieux
- > Expositions > Concerts > Spectacles pour enfants
- > Court métrage sur la construction de l'édifice
- > Émissions en direct de la Première Chaîne de Radio-Canada

Montréal
capitale mondiale
du livre
2005

Bibliothèque
nationale

Québec

